

LE PHÉNOMÈNE MILICIEN :  
UNE COMPOSANTE DE LA VIOLENCE  
POLITIQUE EN TURQUIE  
DES ANNÉES 1970\*

**D**e 1975 à 1980, la violence civile a fait la une de l'actualité en Turquie. Les observateurs la définissaient comme une conséquence de l'irruption de nouvelles forces politico-militaires, disposant de stratégies bien définies, ou bien de radicalismes doctrinaires (de droite comme de gauche) jusque-là inconnus ou marginaux, mais désormais susceptibles d'entraîner le pays dans une guerre civile.

Cette période a produit un effet traumatisant et durable sur l'opinion publique turque qui l'a baptisée *a posteriori* « la période de la terreur ». L'impression que l'« homme de la rue » avait de cette violence n'était pas sans parallèle avec l'interprétation que d'autres populations ont pu avoir de la violence qui secouait leur pays : « ...une force anonyme et incontrôlable qui s'affranchit des déterminations sociales pour être prise en charge en quelque sorte par les entités sociales et les individus les

\* Ce travail a été réalisé au sein d'une équipe composée de Mme Élisabeth Picard et de M. Xavier Bougarel. Il s'est constamment nourri de leurs critiques et suggestions. Il s'est enrichi des remarques de Jean-François Bayart, Nabil Beyrou, Didier Bigo, Louis-Jean Duclos, Altan Gökalp, Jean Leca, Rémy Leveau, Joseph Malia, Luiz Martinez et Semih Vaner. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma reconnaissance. Il va de soi, cependant, que les opinions exprimées ici n'engagent que moi et que j'en suis seul responsable.

Hamit Bozarslan est Maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris.

plus divers »<sup>1</sup>. De la même manière, en Turquie la violence a été perçue comme si elle émanait de la société tout en disposant, en même temps, d'une certaine « extériorité » par rapport à elle. Elle a provoqué au sein de la population le désir de voir émerger un pouvoir fort, essentiellement apolitique, capable de se dresser contre les divers groupes armés. Il valait mieux surmonter la violence plutôt que l'expliquer. On comprend alors que l'opinion publique ait accueilli avec un soulagement certain le coup d'État de 1980 qui a tenu au moins l'une de ses promesses : mettre un terme à la « violence ». De ce fait, l'intervention militaire a joui dans un premier temps d'une légitimité indiscutable.

Ce traumatisme explique aussi le faible nombre de recherches sur le sujet<sup>2</sup>. Les intellectuels, cibles par excellence de la « terreur », ou surpris par cette brusque irruption, avaient, autant que l'opinion publique, du mal à réfléchir et à produire à chaud sur un sujet qui leur était devenu si tristement familier. Par la suite, le soulagement de la voir terminée ainsi que les mutations très rapides qu'a connues le pays les a poussés à privilégier d'autres thèmes de recherches.

À une vingtaine d'années de distance, le retour sur ce sujet nous paraît cependant tentant malgré les difficultés évidentes et l'insuffisance des méthodes de sociologie historique. Nous sommes toutefois conscients qu'une telle étude qui pourrait s'intituler « terror revisited », attend encore son sociologue (et son historien) et qu'elle requiert des moyens de recherches considérables. Précisons tout de suite que cela dépasse l'objectif de cet article. Notre ambition est bien plus modeste : nous nous proposons uniquement de tester l'hypothèse milicienne pour expliquer *certain*s mécanismes de cette violence.

<sup>1</sup> D. Pecault, « Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », *Cultures et Conflits*, n° 13-14, 1994, p. 157.

<sup>2</sup> Cf. cependant les travaux suivants : Cevdet ARSAN, « Terörün Psikolojik Nedenleri ve Çözüm Yolları », in *Gazeteciler Cemiyeti, Türkiye'de Terör. Abdi İpekçi Semineri*, İstanbul, Gazeteciler Cemiyeti, 1979, p. 182 ; Doğu ERGİL, *Türkiye'de Terör ve Şiddet*, Ankara, Turhan Kitabevi, 1980 ; S. VANER, « Violence politique et terrorisme en Turquie », *Esprit*, oct.-nov. 1984, p. 79-104 ; I. CEM, articles réunis dans son *Siyaset Yazıları, 1975-1980 Türkiye'si*, İstanbul, Cem Yayınları, 1980 ; Ş. MARDİN, « Türkiye'de Gençlik ve Şiddet », in Ş. MARDİN, *Türk Modernleşmesi, Makaleler 4*, İstanbul, İletişim yayınları, 1991, p. 251-290 ; Ömer LAÇINER, notamment, « Türkiye'de... Maraş'tan Sonra », *Birikim*, n° 46-47, 1978-1979 et Jean-François BAYART, « La question Alevi dans la Turquie moderne », in O. CARRÉ (sous la direction de), *L'Islam et l'État dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1982, p. 109-120. Un seul ouvrage, celui de Tanil BORA et Kemal CAN, revient sur cette période pour analyser la trajectoire de l'extrême-droite, *Devlet, Ocak, Dergâh. 12 Eylül'den 1990'lara Ülkücü Hareket*, İstanbul, İletişim, 1991.

L'adoption de cette hypothèse nous incite à nous interroger sur une série de questions auxquelles nous essayerons d'apporter des éléments de réponse. Les mentionner d'emblée nous permettra aussi de délimiter notre étude : en quoi la milice constitue-t-elle une forme particulière de la violence politique ? Quelle est la ligne de démarcation entre la violence en tant que « forme d'expression » ou de contestation et l'exercice de la violence « organisationnelle », structurée et hiérarchisée sous forme de milice<sup>3</sup> ? Peut-on définir le contrôle social assuré par une force non étatique comme un critère suffisant de formation de « milices » ? Ou s'agit-il plutôt d'un contrôle des ressources économiques et politiques ? La démarcation passerait-elle par la présence ou l'absence d'une doctrine justifiant la violence ou existence d'une direction clandestine ? Comment la société s'accommode-t-elle (ou ne s'accommode-t-elle pas) de cette violence ? Comment expliquer que la « terreur », notamment dans certaines régions de la Turquie sur lesquelles nous reviendrons, ait cessé en quelques jours au lendemain du coup d'État du 12 septembre 1980 ? Le phénomène milicien a-t-il été un phénomène passager ou a-t-il laissé un héritage durable dans ces régions ?

Dans cet article, après un bref aperçu de la Turquie des années 1975-1980, nous suggérerons que la violence dans des zones dites sensibles est de nature milicienne et se distingue des autres formes d'action violentes que nous observons dans la même période ailleurs dans ce pays. Précisons d'emblée que notre objectif n'est guère d'analyser la Turquie de ces années uniquement à travers la violence milicienne puisque le pays connaît à l'époque une pluralité de violences politiques. La violence milicienne est déterminante uniquement dans certaines provinces. Notre objectif est d'une part de nous interroger sur ce répertoire de violence avec les dynamiques segmentaires qui marquent ces provinces, d'autre part de saisir les modes de mobilisation et de contrôle des milices ainsi que les constructions politiques dont elles sont à l'origine.

<sup>3</sup> Cet usage s'inscrit dans la perception du MPH comme un parti-État en puissance. Ainsi O. Akbal, éditorialiste de *Cumhuriyet* écrivait, le 6 avril 1978 : « les Foyers d'étudiants de Sivas et de Kocaeli [à Istanbul] sont contrôlés par les étudiants de droite. Ces étudiants étant considérés comme une « force de milice », personne ne s'en prend à eux », « Bir Yılan Yılında », 1978 *Cumhuriyet Yılığ*, p. 75.

*1973 : Un nouveau paysage politique*

Théâtre de mutations sociales importantes<sup>4</sup> et d'une politisation accélérée<sup>5</sup>, la Turquie des années 1975-1980 porte largement les traces de l'intervention militaire du 12 mars 1971 ; c'est aussi un pays où le paysage politique qui s'était dessiné dans la deuxième moitié des années 1960 s'avère désormais anachronique. Le « régime de transition » instauré en 1971 ne survit pas aux élections de 1973, qui modifient de fond en comble les données politiques. Le premier élément à retenir à ce propos concerne les mutations que connaît le CHP (Parti Républicain du Peuple), fondé par Kemal Atatürk et longtemps dirigé par son successeur, İsmet İnönü. Sous le contrôle de son nouveau dirigeant Bülent Ecevit, le plus vieux parti turc propose une synthèse entre le kémalisme et la

<sup>4</sup> Les mutations sociales en Turquie modifient les mœurs, et créent de nouveaux pôles d'attraction pour des secteurs entiers de la société, mais en même temps elles représentent une menace pour le système de valeurs établi. Ainsi, les nouvelles opportunités « hors normes » et les nouveaux pôles d'attraction servent en même temps de repoussoir aux bouleversements en cours. L'implantation de la télévision, qui véhicule dès sa naissance un mode de vie « indécent », impliquant la sensualité et l'adultère ainsi qu'un Eldorado occidental imaginaire, est de ce point de vue significative. Malgré la crise économique, la télévision qui commence ses émissions d'une manière régulière en 1969, se popularise rapidement dans le pays. Le nombre de récepteurs qui n'est que de 28 881 en 1971 passe à 219 694 en 1973, à 420 886 en 1974 et à 638 567 en 1975. Pour son impact social cf. Ö. ŞENYAPILI, A. İZ, I. GÜNEL, *TV'nin Türk Toplumuna Etkileri*, Istanbul, Milliyet Yayinlari, 1977. De même, les films à caractère érotique connaissent un véritable boom entre 1975 et 1980 (cf. notamment, N. GÜRELİ, « Seks Filimleri Furyası », *Hürriyet 1976 Ansiklopedik Yıllığı*, p. 298-306). La « pornographie » qui est, de surcroît, de production « locale » et qui couvre les murs de toutes les villes va de pair avec la montée de la contestation religieuse. Enfin, la pègre constitue autant un pôle d'attraction qu'un refuge où se forment de nouveaux liens de solidarité. Elle s'impose comme un élément incontournable de la vie quotidienne, véhiculant un nouveau système de valeurs, basé sur l'« opportunisme » (*köşeyi dönmek*) et la fidélité. Les scandales à répétition des années 1980 et 1990 ont montré *a posteriori* qu'elle servait de tremplin pour l'ascension sociale et politique.

<sup>5</sup> En effet, une enquête réalisée en 1976 montre que les enfants en 5<sup>e</sup> classe (12 ans) en Turquie ont des connaissances très approfondies sur les partis politiques, le vote, et ont une pratique poussée de la lecture de journaux. Autre signe de politisation, concernant notamment les milieux « conservateurs » : les enquêtes réalisées entre 1974 et 1976 montrent que les pères proches d'AP ont du mal à transmettre leurs liens partisans à leurs enfants, alors que ceux du CHP, déjà réputé de gauche, y réussissent mieux (enquêtes de Kısılalı et Avcan résumées par Türker ALKAN, *Siyasal Bilinç ve Toplumsal Gelişmeler — Siyasal Bilincin Gelişmesinde Ailenin, Okulun ve Toplumsal Sınıfların Etkisi*, Ankara, Gündoğan, 1989). Cette politisation va de pair avec une formidable effervescence associative : au nombre de 205 en 1938, de 2 011 en 1950, le nombre d'associations monte en

social-démocratie. Longtemps dans l'opposition, il sort victorieux des élections, sans pour autant obtenir la majorité absolue des sièges. Il est suivi par l'AP (Parti de la Justice) de Süleyman Demirel, mais le monopole de ce parti dans le camp conservateur est contesté à la fois par des formations à sa droite, et surtout par le parti islamiste de Necmettin Erbakan (MSP, Parti du Salut National), la plus jeune des grandes formations, qui s'impose comme la troisième force de la vie politique. Le deuxième élément marquant de ce nouveau paysage politique est l'absence de majorité parlementaire qui rend inévitable la formation des coalitions fragiles qui se succèdent (celle du CHP et du MSP, le gouvernement provisoire de S. İrmak et les deux gouvernements du Front Nationaliste). Les élections de 1977 ne simplifient pas davantage la situation. À court de majorité, les dirigeants républicains et conservateurs cherchent à construire des alliances contre nature ou à « transférer » des députés du camp adverse. La deuxième coalition du Front Nationaliste (1977-1978) est suivie d'une autre entre les Républicains (1978-1979) et des députés « transférés » du camp conservateur. Le gouvernement minoritaire d'AP, soutenu par le MHP et le MSP succède à celui du CHP, mais ne parvient pas davantage à résoudre la crise politique. À la veille du coup d'État de 1980, ce gouvernement est sur le point de tomber. Le MSP lui retire en effet son « soutien obligé » et le CHP augmente sa pression. De même, le parlement ne parvient guère, plusieurs mois durant, à élire un président de la République, ce qui crée un vide institutionnel sans précédent dans l'histoire du pays.

De 1973 à 1980, la Turquie change ainsi six fois de gouvernement. La formation des coalitions de « Front nationaliste » regroupant les partis de droite, et les mutations de l'ancien CHP, transforme l'ancien conflit CHP-

flèche au cours des décennies suivantes : 18 958 en 1960, 40 170 en 1971. Il chute à 18 958 en 1973 à la suite du régime militaire, pour remonter à 54 144 en 1980, dont 3 816 sportives, Fikret TOKSÖZ, « Dernekler », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, v° 2, İletişim Yayınları, 1983, p. 365-386. Une grande partie de ces associations s'érige d'ailleurs en « interlocuteur » entre le « local » et le pouvoir central. Sans se substituer à d'autres réseaux, l'association devient le représentant du quartier. On observe souvent que les autorités publiques demandent aux habitants de *gecekondu* : « où est donc ton association ? » M. HEPER, *Türkiye'de Kent Göçmeni ve Bürokratik Örgütleri*, İstanbul, Üçdal Neşriyat, 1983, p. 67. La même politisation s'observe également dans le « boom » des médias. Au-delà de la leçon « léniniste » sur la nécessité d'un « organe central », chaque courant, chaque association tente d'avoir sa « feuille ». Alors qu'avant le coup d'État de 1971 on recense huit journaux de gauche, ce chiffre atteint au moins 48 avant 1980, tirant parfois à des dizaines de milliers d'exemplaires. La droite radicale dispose de plusieurs quotidiens.

AP en un conflit entre la droite et la gauche. Face au danger « communiste », la « droite » peut désormais se présenter comme le défenseur de l'ordre, de la nation, du nationalisme, et comme le protecteur et le garant de l'État contre un camp républicain « infiltré » par les « communistes » et dirigé par un « Kerenski » turc. Les Républicains, en contrepartie, considèrent l'AP comme l'antichambre de la « dictature fasciste » de l'extrême droite du colonel Türkeş.

Cette ingouvernabilité politique est aggravée par la crise économique. Chronique, celle-ci fut déjà difficilement surmontée par des mesures drastiques prises en 1970 et par le coup d'État de 1971 qui avait permis leur application. Elle éclate de nouveau avec des conséquences plus dramatiques dues au choc pétrolier de 1973. L'invasion de Chypre en 1974, qui entraîne, en signe de protestation, le gel des crédits occidentaux, l'aggrave considérablement. Quelques années plus tard, en pleine récession et confrontée à une inflation galopante, la Turquie devient un pays de pénurie, où l'État est nécessaire « même de 70 cents » pour reprendre l'expression de Süleyman Demirel, premier ministre.

#### *La violence politique à la une*

Pour compléter ce tableau, il nous faudrait mentionner les affrontements entre les « idéalistes » ou les « loups gris » (*ülkücü* ou *bozkurt*), comme se définissent les militants de la droite radicale et les « révolutionnaires » (*devrimci*) de la gauche radicale, ou bien entre la gauche et les forces de l'ordre<sup>6</sup>. Ces affrontements stoppés par l'intervention mili-

<sup>6</sup> Ainsi, en 1970, deux ouvrages proposent, respectivement aux militants de gauche et de droite, des techniques de lutte armée. Il s'agit du *Manuel de la guérilla urbaine* de Carlos Marighella, (*Şehir Gerillasının El Kitabı*, İstanbul, Ant Yayınları, 1970), et des *Devoirs des cadres dans la lutte nationale* (Aykut Edibali, *Milli Mücadele'de Kadroların Vazifeleri*, Otağ Yayınları, 1970). Dans les années 1960, selon un rapport destiné au Premier ministre Süleyman Demirel, l'extrême-droite dispose de 28 camps d'entraînement militaire. Le rapport définit clairement les objectifs de ce courant comme la prise de pouvoir et la mise en application de la doctrine « national-socialiste » (cf. *AP Hükümetinin 1970'te Hazırlattığı MHP Raporu*, İstanbul, Aydınlık Yayınları, 1979). Les tenants de l'extrême-droite présentent leur lutte en 1975 comme opposant « les idéalistes aux traîtres voulant brader la patrie ». Selon Mustafa Verkaya, représentant des Foyers Idéalistes d'İstanbul : « Il y a une lutte entre les nations dans le monde. Ce ne sont jamais les justes mais toujours les plus forts qui gagnent cette lutte. Le mouvement idéaliste connaît ce principe. Sa lutte vise cet objectif. Ceux qui s'y opposent sont des vendus. », *Table Ronde de Hürriyet, Hürriyet Ansiklopedik Yılı, 1975*, p. 281-279. Ces idées dont on établira aisément le lien avec le darwinisme social du début du siècle et avec les doctrines fascistes et fascisantes des années 1920-1940, sont systématisées, depuis les années 1940,

taire de 1971, font de nouveau la une de la presse à partir 1975. Le nombre de victimes monte en flèche : 17 en 1971 et 1972, 15 en 1973, il baisse à 3 en 1974, pour remonter à 34 en 1975, à 90 en 1976 et à 295 en 1977. À partir de 1977, la Turquie, pays où auparavant « même les cafés étaient divisés » devient « un pays où même les cafés sont

par le colonel Alparslan Türkeş, le « Başbuğ » : « la nation est un organisme vivant... dans cet organisme, chaque individu a une fonction. Chaque individu en constitue un élément, une cellule. » (Et il continue : « une femme enceinte est l'être le plus cher, le plus sacré de la société. Une femme turque honnête qui a cinq enfants ou plus, est une divinité nationale. Je l'adore... Celles qui ont moins de cinq enfants peuvent être considérées comme n'ayant pas accompli leur tâche. ») A. TÜRKES, *9 Işık ve Türkiye*, Ankara, Emel Matbaacılık, 1979, p. 183 et *Temel Görüşler*, İstanbul, Dergah Yayınları, 1979, p. 340. La nation turque, corrompue par ses dirigeants, fut, selon Türkeş, dans le passé, une « nation-armée ». Le programme nationaliste prévoit alors tout naturellement de la réorganiser selon ce principe. Dans les années 1970, le thème de la « corruption » des dirigeants est supplanté par celui de la « trahison » de la gauche, radicale, mais aussi social-démocrate, contre laquelle il est impératif de défendre la « nation » et l'« État ». Les Foyers idéalistes qui promettent de « demander, avec ses propres méthodes, des comptes » aux militants de gauche, se chargent « de protéger l'État » (cf. table ronde entre les dirigeants de droite et de gauche de la jeunesse repris par *Hürriyet*, 1976 *Ansiklopedik Yılığ*, İstanbul, Hürriyet Yayınları, 1977, p. 281-279). Ce courant, organisé à la fois légalement, les *Foyers idéalistes* (Ülkü Ocakları) — 500 succursales, 700 000 membres revendiqués en 1975 —, et clandestinement, L'Armée de libération des Turcs prisonniers (*Esir Türkleri Kurtarma Ordusu*), L'Armée de Vengeance turquiste (*Türkçü İntikam Ordusu*), trouve des soutiens dans les hautes sphères de l'État. Cevdet Sunay, président de la République (1967-1973), définit les militants d'extrême-droite comme « les enfants qui se battent contre le communisme ». Pour Süleyman Demirel, il s'agit de leur branche de jeunesse : « vous savez, nous ne sommes pas un parti militant. Par conséquent, nous ne pouvons donner aux jeunes l'enthousiasme qu'ils attendent. Nous ne pouvons satisfaire leur besoin d'action. Dans les faits, ils sont des nôtres, ils sont les nôtres » « A. İpekçi ile görüşme ». Cité par *Milliyet* 76, Milliyet Yayınları, 1977, p. 40. Et l'un de ses ministres de continuer sur la lutte « entre les patriotes et les traîtres à la patrie » (cité par İ. CEM, *op. cit.*, p. 16). Toutefois, Ö. Laçiner n'a pas tort de remarquer que l'un et l'autre, AP et MHP, vivent avec la conscience que rapidement l'un des deux deviendrait « de trop » (« Türkiye'de... Maraş'tan Sonra », *Birikim*, n° 46-47, 1978-1979, p. 37).

La gauche, qui trouve ses antécédents intellectuels dans le kémalisme, est divisée entre plusieurs courants, pro-soviétique, pro-chinois, pro-albanais et indépendant. Dans l'ensemble, elle est marquée par un stalinisme rigide. Dans la logique de la guerre froide impliquant une collaboration étroite entre les services de renseignement turcs et américains, elle devient la cible par excellence de l'État et se trouve orpheline depuis le coup d'État militaire de 1971 qui décime ses dirigeants. Elle vit dans une sorte de syndrome de Jakarta, intensifié par ce bilan. Ce syndrome aboutit à une reproduction à l'infini de groupuscules politiques et à un aveuglement total. Elle a, comme l'a remarquablement bien analysé Tugrul ARTUNKAL, une vision du « tout ou rien » : « Tel est le choix suicidaire de la gauche marxiste qui tente, au cours des années 1970, de dépasser son impuissance politique en jouant la carte du populisme dans l'espoir de devenir populaire. L'afflux d'une jeunesse rurale dans ses rangs, marquée par la cassure des formes d'autorité traditionnelles explique en grande partie cette orientation. Alors que l'adversaire principal de cette gauche, le PMN, reproduit l'image de l'autorité perdue, celle-ci, extrême tant par ses divi-

mitraillés »<sup>7</sup>. Le nombre de victimes passe à 1 095 en 1978, à 1 368 en 1979 et à 1939 durant les neuf premiers mois de 1980 pour retomber à 79 dans les mois qui suivent le coup d'État. Le bilan officiel des troubles, établi par l'armée, dépasse la somme des chiffres que nous avons trouvés dans les annales de l'époque pour s'élever pour la période de 1975 à 1980 à 5 713 morts et 18 480 blessés, chiffre supérieur à celui de la guerre de l'Indépendance de 1919-1923 (5 241 morts, 14 152 blessés). L'armée saisit, au lendemain du coup d'État, 151 000 pistolets, 38 869 fusils, 53 744 kg d'explosifs<sup>8</sup>.

sions internes (plus de 40 organisations rivales au point de s'entre-tuer) que par son aveuglement politique envers le pluralisme politique, éclaté, s'atomise et se laisse entraîner par le PMN dans une terrible escalade de violence brochant le décor idéal pour la mise en scène de l'intervention de l'armée. », « Éléments d'histoire politique du pluralisme turc », *Les Temps Modernes*, n° 456-457, 1984, p. 152.

<sup>7</sup> M. SOYSAL, *Demokrasiye Giderken*, Istanbul, Hil Yayınları, 1982, p. 27.

<sup>8</sup> Chiffres officiels fournis par le Conseil National de Sécurité, *12 September : Before and After*, Ankara, General Secretariat of the National Security Council, 1982. Pour la période qui nous intéresse, l'armement reste un sujet relativement marginal. Les milices ne se constituent pas en armées. Certes, plusieurs centaines de milliers d'armes circulent en Turquie. Mais rien n'indique qu'elles soient nécessairement utilisées dans l'action politico-militaire. À Maraş, par exemple, le « noyau dur » de l'extrême-droite ne dépasse guère plusieurs centaines de personnes. Il en va de même à Fatsa où le « groupe armé » de gauche se réduit, en fin de compte, à quelques dizaines de personnes. Les forces du KUK ou du PKK se limitent à quelques centaines de personnes pour une vaste région. Mais dans chaque cas, l'impact de l'usage de l'arme est considérable.

En effet, il n'y a pas de corrélation proportionnelle entre la capacité militaire d'une milice et son efficacité en termes de succès et d'intimidation. La capacité ne se mesure pas uniquement à l'aune de la soumission, mais encore du succès du recrutement et de la mobilisation autour d'un noyau dur. Comme nous l'avons observé maintes fois dans la Turquie des années 1970, le noyau dur se montre capable de passer rapidement de quelques centaines à quelques milliers de personnes. Si dans les moments faibles de la mobilisation il reste limité à quelques centaines de personnes, cela ne s'explique guère par l'impossibilité du recrutement (encore moins, de l'armement). Il s'avère suffisant pour imposer le contrôle d'un espace local donné. Une capacité militaire plus élevée devient alors inutile et coûteuse.

Enfin, une note s'impose ici sur l'entraînement militaire des miliciens (et d'une manière générale, des militants de la gauche et de la droite radicales) sur lequel les données sont rares. Les jeux d'imbrication de la droite avec les forces de l'ordre sont certes porteurs de conséquences lourdes au niveau local, mais ne suffisent pas à expliquer l'effervescence milicienne. Le véritable champ d'apprentissage militaire se trouve ailleurs. À droite, traditionnellement, ce sont des camps de commandos, installés depuis les années 1960, qui servent de lieu d'apprentissage. À gauche, un certain entraînement militaire dans les camps palestiniens ou l'expérience de la « guérilla » urbaine ou rurale des années 1970-1971 apportent des connaissances qui restent néanmoins très marginales. Pour l'essentiel, les camps d'entraînement se trouvent dans les villes elles-mêmes, dans des associations créées sous un label culturel et sportif. Le « karaté » et le « judo » ainsi que le tir deviennent les sports les plus répandus de ces années, enseignés par de nombreuses associations.



L'intensification de la violence en 1977 est largement imputable au paysage politique qui se dessine au lendemain des élections générales et municipales de juin. Celles-ci constituent, pour de multiples raisons, une date charnière dans la crise politique. Elles marquent un tournant non seulement dans l'escalade de la violence, mais aussi comme nous le verrons, pour l'avenir de certaines provinces. Le MHP (Parti d'Action nationaliste), protagoniste de l'extrême-droite, multiplie par deux son score et obtient 6,4 % des voix. Cela signifie un million d'électeurs à l'échelle de la Turquie. Le nombre de ses députés passe de 3 à 16, lui permettant ainsi de renforcer sa position dans la coalition de « Front Nationaliste ». Ses succès municipaux sont plus alarmants encore : ses candidats remportent les élections dans une trentaine d'entités urbaines, dont certaines nous intéresseront plus particulièrement dans ce texte. La victoire du MHP signifie, enfin, l'érosion du camp conservateur, traditionnellement dominant dans les régions d'Anatolie<sup>9</sup>. Fort de son succès, le parti du colonel Türkeş peut désormais envisager de défier ouvertement le parti de Demirel et se présenter comme candidat au pouvoir, quitte à utiliser les moyens violents là où le vote lui fait défaut.

#### *L'émergence des « zones sensibles »*

La violence se banalise au lendemain de ces élections. D'une part, elle se raffine pour prendre des formes de plus en plus exemplaires : des dizaines d'étudiants, sept professeurs, des journalistes (dont A. İpekçi, rédacteur en chef du quotidien *Milliyet*), des syndicalistes (dont K. Türker, ancien président de la confédération ouvrière le DİSK), d'anciens politiciens (dont N. Erim, premier ministre de la « période de transition » sous le régime militaire de 1971) tombent sous les balles de ceux que la classe politique appelle « terroristes » ou « anarchistes ». D'autre part cependant, elle choisit des cibles de plus en plus anonymes. Dans de nombreuses villes les pogroms organisés par l'extrême-droite contre les populations aléviennes deviennent une pratique quotidienne. Cette « dépersonnalisation » qui fait le pendant d'une violence très ciblée n'est guère

<sup>9</sup> Nazlı Ilıcak, éditorialiste de *Tercüman* et proche d'AP, remarquait à ce propos que le MHP s'était « développé au-delà des espoirs de Türkeş lui-même. Alors qu'il ne détenait que quatre municipalités en 1973, il a obtenu, en récupérant les votes d'AP, les municipalités de Bingöl, Elazığ, Erzincan, Yozgat ». N. ILICAK, *Makaleler 1976-1979*, Istanbul, Kervan Yayınları, 1980, p. 541.

fortuite<sup>10</sup>, en ce qu'elle obéit à une logique de conquête de pouvoir. Le contrôle de la « rue » devient un enjeu clef pour les courants radicaux, notamment pour l'extrême-droite. Le colonel Türkeş, qui en est le chef de file, n'hésite d'ailleurs pas à déclarer que « celui qui contrôle les rues de ces deux grandes villes (İstanbul et Ankara), s'emparera du pouvoir en Turquie »<sup>11</sup>. Les affrontements, et plus généralement les attaques contre les populations civiles se multiplient dans ces villes pour toucher de plus en plus les bidonvilles. Les « commandos » de l'extrême-droite notamment, mitraillent les cafés fréquentés par la gauche ou par les Alévites. La situation dans ces villes s'aggrave au point d'obliger Hasan Fehmi Güneş, ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Ecevit, réputé par ailleurs pour son pacifisme, à admettre qu' : « il ne reste plus d'autres solutions. Tout le monde doit avoir l'autorisation de porter des armes »<sup>12</sup>.

Mais plus qu'à İstanbul ou Ankara, villes partiellement divisées en « zones libérées », contrôlées par la droite radicale ou la gauche radicale, c'est dans certaines provinces « à risques » que l'État perd son autorité au profit des groupes armés. Dès 1977, il définit sept provinces comme des « zones sensibles » : Kars, Ağrı, Elazığ, Malatya, Kayseri, Diyarbakır et Antalya. Ce choix est dicté par des soucis sécuritaires, mais également par des rapports alarmants de préfets en poste. Il est en partie fantasmagorique. Dans les faits, l'État ne tardera pas à comprendre que le nombre de « provinces sensibles » est bien supérieur à ses estimations. En effet, quatre sous-ensembles anatoliens<sup>13</sup>, en ébullition depuis plusieurs années, s'embrasent. Il s'agit de :

— l'Anatolie centrale avec une petite extension dans la région de la mer Noire. Ce sous-ensemble comprend les provinces de Çorum, Yozgat, Niğde, Nevşehir, Kirşehir, Ordu. Cette région est marquée par un clivage alévi-sunnite. La division politique gauche-droite recoupe cette division confessionnelle.

<sup>10</sup> « Contrairement à une expression reçue, la violence est rarement « aveugle » ; elle ne frappe pas n'importe qui, ou quand cela arrive, cela fait partie de l'objectif de ses auteurs (dans certains cas de terrorisme, dont l' « aveuglement » est justement une stratégie assumée) ou de conséquences marginales, non voulues mais acceptées d'avance, les victimes « civiles » de la guerre, par exemple », Jean LECA, « Algérie : Sur quelques aspects de la violence politique », *Maghreb-Machrek*, n° 141, 1991, p. 105.

<sup>11</sup> Cité par *Milliyet* 76, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1977, p. 40.

<sup>12</sup> *Cumhuriyet* 79-Cumhuriyet 80, İstanbul, Cumhuriyet Yayınları, 1980, p. 86-87.

<sup>13</sup> Pour plus d'informations, cf. les annexes de notre texte.

- Tirant son surnom de la situation explosive qui y règne, la « zone rouge » comprend les provinces de Sivas, Maraş, Malatya, Elazığ, Erzincan avec une extension en Tunceli et en Bingöl. Dans ce sous-ensemble, c'est le clivage alevi-sunnite, doublé du clivage kurde-turc qui détermine la vie politique et donne naissance à des groupes armés, notamment « idéalistes ». La division confessionnelle est plus importante que le clivage linguistique, car dans certains cas les populations kurdes sunnites votent, comme à Elazığ, pour l'extrême-droite nationaliste turque.
- Les provinces de Kars et Erzurum. Dans ce sous-ensemble nous n'observons pas une division confessionnelle (elle existe, mais elle n'est pas dominante), mais clairement linguistique : kurde-turque. Ce clivage se double d'une autre stratification : les « migrants », les nouveaux venus, et les « tribus », donc autochtones. Mais les « tribus » habitent traditionnellement les montagnes alors que les « immigrés » sont sédentarisés dès leur installation.
- Trois provinces kurdes : Diyarbakır, Urfa, Mardin. Cette région aurait dû avoir, *a priori*, l'homogénéité ethnique nécessaire pour rester à l'écart de la « terreur ». En effet, les chrétiens, seuls éléments « hétérogènes », si l'on ne compte pas les quelques rares îlots turcs, sont très peu nombreux. Les Arabes, quant à eux, sont présents uniquement dans les centres de Mardin et d'Urfa, mais restent en marge de la vie politique et leur poids périclité. Le reste de la région est sunnite et kurmandj. Toutefois, il s'agit d'une région qui connaît une forte segmentarité, due notamment aux structures tribales. Les affrontements entre le PKK (Parti ouvrier du Kurdistan) et les KUK (les Libérateurs nationaux du Kurdistan) y font rage, provoquant un exode massif de certaines villes<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> Dans la province d'Urfa qui fut longtemps épargnée par la violence politique, le nombre d'assassinats monte en flèche avec l'émergence du PKK. Aucun assassinat politique n'est rapporté en 1976. En 1977 le nombre des victimes est de 3, puis 21 en 1978, 46 en 1979 et 158 pour les huit premiers mois de 1980. Parallèlement, la population de la province stagne, voire décline dans certaines villes. (Ces chiffres sont obtenus par le croisement de chronologies parues dans plusieurs annales, notamment de *Cumhuriyet*).

L'ensemble de ces « zones sensibles » et le phénomène milicien qui y émerge partagent certaines caractéristiques qui les distinguent du reste de la Turquie et des autres formes de violence politique. Sans prétendre élaborer une liste exhaustive, nous pouvons en examiner quelques-unes :

*Protagonistes de la violence milicienne et engagements idéologiques*

À part les régions d'Erzurum et de Kars et les trois provinces kurdes qui produisent des acteurs nationalistes kurdes (mais opérant néanmoins dans l'ensemble de la Turquie), les zones analysées abritent, à première vue, des acteurs que nous rencontrons dans l'ensemble de la Turquie. Les protagonistes de la violence font partie essentiellement de la droite et de la gauche radicales.

Il faudrait d'emblée noter que ces acteurs sont loin d'être de poids égal. La gauche radicale est divisée et ses diverses factions sont à couteaux tirés entre elles. La droite radicale est plutôt unifiée et centralisée<sup>15</sup>. Leurs bases sociales et les relations qu'elles entretiennent avec le pouvoir central les distinguent également. La gauche est socialement et ethniquement hétérogène, même si nous y décelons une prédominance des éléments kurdes (sunnites ou alévis) et alévis (kurdes et turcs). Elle est à la fois la cible de la droite radicale et du pouvoir, notamment de l'armée et de la police. La droite radicale puisant ses forces dans les populations sunnites est donc plus homogène. De plus, elle est largement soutenue ou du moins tolérée par les forces de frappe de l'État. Sa position au gouvernement lui assure la bienveillance d'AP, parti conservateur dominant des coalitions de droite. Enfin, la présence des deux forces sur le terrain est loin d'être comparable. La gauche manque de stratégie politique à l'échelle nationale, la droite radicale a une stratégie d'action, voire de prise de pouvoir. Il est impossible de mesurer le poids électoral de la gauche, qui souvent ne peut ou refuse de participer aux élections et dont le potentiel se reporte sur le parti républicain. Le poids de la droite radicale est, en contrepartie, observable partout, même si, à la recherche de crédibilité, certains de ses membres se présentent sur une liste conservatrice. Alors que la communauté alévie se replie sur elle-même, nous

<sup>15</sup> Ainsi, dans ses mémoires qui ont provoqué un scandale, le colonel Türkeş dédouanait son parti de l'assassinat du journaliste Abdi İpekçi : il n'avait pas donné un tel ordre alors qu'il était le seul à pouvoir prendre de semblables décisions au sein du MHP.

observons une extrême mobilisation de la communauté sunnite autour de la droite radicale.

Comme nous l'avons précisé, les deux dernières régions contrastent quelque peu avec ce schéma : dans la région de Kars et Erzurum, le MHP figure en tant qu'acteur majeur de la droite. Mais la « gauche » y est largement concurrencée par la « gauche kurde ». Le CHP (républicain) chapeaute de nombreux nationalistes kurdes, échappant au contrôle du centre du parti. Bülent Ecevit se sent obligé de les tolérer. Dans la région kurde, l'extrême-droite, en progression nette à Urfa, est presque absente des deux autres villes. De même, la gauche « nationale » est faible. Le nationalisme kurde, en symbiose avec les formations majeures (républicaine, islamiste, conservatrice) fait figure de force politique dominante. Puis le tableau se complique considérablement avec l'émergence de deux groupes révolutionnaires, essentiellement urbains, en conflit entre eux : le PKK et les KUK. Ces deux groupes, en partie parce qu'ils ont émergé tardivement, ne s'intègrent que marginalement dans le processus électoral (mais à Batman, ils se disputent la mairie). Si l'effervescence des autres courants nationalistes kurdes est un fait indéniable<sup>16</sup>, nous n'avons pas d'indication claire sur le potentiel électoral du PKK et des KUK. Toutefois, nous observons que leur isolement par rapport aux autres courants nationalistes kurdes ne les empêche pas d'utiliser les atouts militaires dont ils disposent pour exercer un contrôle réel, y compris à Diyarbakır.

Quelle place faut-il accorder à ces engagements doctrinaires qui existent depuis des décennies mais demeurent complètement obsolètes et confinés à quelques cercles intellectuels avant de mobiliser des millions de sympathisants, et se transformer en élément d'action politique ? Ici, comme dans le reste de la Turquie, l'affiliation idéologique n'est certes pas dépourvue de fonction : c'est elle qui lie la mobilisation d'un groupe particulier à un message universel et la lave de toute accusation de « particularisme ». Elle est un élément de l'ethos du militant. Elle justifie tel ou tel mode d'action, en interdit tel ou tel autre. L'orientation de l'action dépend donc étroitement des positions idéologiques adoptées. L'idéologie accomplit une fonction imaginaire importante, car elle permet de se réaliser comme un acteur à la fois historique et de l'avenir. À ce titre,

<sup>16</sup> Ainsi Mehdi Zana, candidat nationaliste indépendant, gagne les élections à Diyarbakır. Des nationalistes proches de diverses formations kurdes gagnent également la municipalité dans d'autres centres urbains.

elle assure une fonction émotionnelle considérable. Le radicalisme idéologique permet la constitution d'un ennemi à sa hauteur, transforme ainsi l'action de l'acteur en une mission historique, en point zéro de l'histoire, légitimant par là même l'usage des moyens de contestation violente. Elle véhicule un romantisme sanglant doté d'une forte capacité de mobilisation dans lequel la « destruction » et les « ruines » constituent le préalable obligé à la construction de l'Âge d'or. Elle élabore enfin des mythes, des coutumes, des costumes et les uniformise. On peut aussi aisément comprendre que la durée permette au radicalisme idéologique de former des générations nouvelles, puisant dans un même stock, se légitimant et se nourrissant mutuellement. Il va par ailleurs de soi que, dans l'hypothèse de la victoire de l'un des courants radicaux, elle aurait pu également devenir porteuse ou promiseuse d'un nouveau type de pouvoir.

Toutefois, l'idéologie n'accomplit ces fonctions qu'*a posteriori*. L'adhésion à une idéologie est sans doute loin d'expliquer les raisons d'être d'une mobilisation, encore moins de sa militarisation<sup>17</sup>. De plus, un point différencie les acteurs locaux en question dont les organisations mères sont présentes la plupart du temps dans l'ensemble du pays : ici, au « terroir », ils sont issus des groupes segmentaires. Les limites de l'engagement politique se juxtaposent implacablement aux limites de la segmentation communautaire. Dans les trois premières régions, l'ethnicité, *lato sensu*, est un facteur déterminant dans la mobilisation<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> Précisons aussi qu'une fois adoptée, l'idéologie constitue un élément clef de l'éthos de milicien. Le répertoire, dans ce sens, est extrêmement large, et avant tout, universel. Pour la gauche, l'universalité ne fait pas de doute : les « classiques » du marxisme-léninisme, les guérillas de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est, victorieuses dans les années qui nous concernent, font partie de la formation mentale des jeunes de gauche. Ceux-ci vivent également certaines souffrances universelles, et par procuration : si l'Espagne devient un mythe du passé, l'Amérique latine, sous la botte des militaires, lui donne au moins un modèle à éviter.

Pour la droite, nationaliste pourtant, nous pouvons également parler d'une sorte d'universalisme. Elle navigue remarquablement bien entre l'islam et la nation, ce qui lui permet de récupérer l'essentiel du répertoire religieux et combattre, sur ce point, le parti religieux. Mais ses références incluent également Imam Chamil ou Soljenyitsine.

<sup>18</sup> Nous n'étudierons pas ici la notion d'ethnicité. Précisons cependant qu'elle peut inclure des critères de distinction simple (langue, confession, etc.) ou multiples (langue et confession, par exemple). Ajoutons aussi que nous ne concevons pas l'ethnicité comme une donnée immuable ou naturelle. Elle est sujette à des transformations, des négociations et son sort dépend des autres variables économiques, politiques et militaires d'une société donnée. Remarquons finalement, concernant la Turquie des années 1970 (et de nos jours), que l'ethnicité n'est pas la raison d'être de la compétition pour le pouvoir politique, militaire et économique, mais l'un des cadres dans lesquels cette compétition se déroule.

L'Anatolie centrale est déterminée par un clivage sunnite-alévi qui se transforme en un conflit droite-gauche. La « zone rouge » est marquée à la fois par ce clivage et par un clivage ethnique kurde-turc. De nouveau, les sunnites optent pour les courants de droite, les alévis pour les idées de gauche. La région Kars-Erzurum est marquée par un clivage turc/kurde, doublé d'un clivage sédentaire/tribal. Là encore, les premiers optent pour la droite et les derniers pour la gauche. Enfin, dans les trois provinces kurdes, ethniquement et confessionnellement presque homogènes, ce sont les relations du nationalisme kurde avec le centre qui sont déterminantes dans le passage à l'action violente mais marqués par une segmentation tribale. Les groupes kurdes implacablement rivaux puisent une partie importante de leurs forces dans des solidarités de groupe (tribale, mais aussi dans certains cas, comme à Hizan, confrérique).

#### *Mutations sociales, économiques et politiques*

Ces régions connaissent, au cours des années 1960, leurs premières expériences politiques en rupture avec la traditionnelle compétition électorale entre le CHP et l'AP. Ainsi, à la suite du YTP (Parti de la Turquie nouvelle), le TIP (Parti ouvrier de Turquie) obtient un score étonnant dans la région kurde, alors que le TBP (Parti d'Union de la Turquie) émerge comme acteur de la scène politique alévie. Dans certaines villes, l'extrême-droite obtient des scores importants dès 1969. Ainsi, dans la décennie 1960, une politisation, incluant certes des relations clientélistes, mais traduisant néanmoins une logique de rupture avec la bipolarité républicain/conservateur voit le jour. Les thèmes liés à la kurdicité, à l'alévitité ou à la turcicité sunnite s'avèrent politiquement porteurs. Les populations urbaines dont la jeunesse estudiantine, universitaire à İstanbul ou à Ankara, lycéenne en province, participant à l'effervescence politique et médiatique de la Turquie de l'époque, s'avèrent également à l'écoute des mots d'ordres liés au « progrès » (en finir avec l'« âge de la Caverne », « entrer dans le XX<sup>e</sup> siècle » etc.)<sup>19</sup>. Enfin, la paysannerie se singularise également par une réelle volonté d'émancipation.

<sup>19</sup> Cette mobilisation, n'a pas été étudiée dans sa globalité. Toutefois, les revues comme *Ant*, *Yön*, *Aydınlık*, *Türk Solu*, *Emek*, *DDKO Basın Bülteni*, contiennent une foule d'informations qui méritent une étude. Concernant la mobilisation kurde, signalons aussi l'excellente monographie d'İsmail BEŞİKÇİ, *Doğu Anadolu Mitingleri'nin Analizi* (1967), Ankara, Yurt, 1992 (première édition, 1968).

On ne peut donc nullement parler d'une politisation sans antécédent de ces régions. Plusieurs points distinguent cependant les deux mobilisations. Celle des années 1960 est discontinue, et culmine lors de campagnes électorales ou de manifestations artistiques ou politiques. Elle n'est nullement militaire et ne donne pas naissance à une force coercitive capable d'encadrer la population et de s'«institutionnaliser». Elle parvient à arracher des sièges aux camps conservateur ou républicain, mais est loin de briser localement leur hégémonie. Celle des années 1970 est continue, institutionnalisée et organisée. Elle bâtit rapidement un encadrement par une force militaire. Son écho est retentissant tant elle parvient à marginaliser, électoralement ou dans les faits, les deux grands de la vie politique.

De plus, elle accompagne un exode rural rapide qui bouleverse le tissu urbain. Plus que dans les campagnes, l'explosion démographique se répercute dans les chefs-lieux de département. Ces capitales provinciales, économiquement sous-développées<sup>20</sup>, fournissent elles-mêmes un surplus de population aux grandes villes turques et sont de toute manière incapables d'absorber l'exode rural. Cela nous invite à penser que les effets sociologiques de la croissance démographique sont plus importants que ne le laissent entendre les recensements.

### *Segmentarité sociale et rupture des mécanismes traditionnels d'arbitrage*

Cette mutation engendre une multitude de stratégies individuelles, familiales ou de groupes (de survie, d'insertion, conquête des ressources économiques et politiques, etc.). Elle n'est pas sans produire un effet politique immédiat : les villes deviennent, bien plus qu'auparavant, le centre de *decision making* et le lieu de socialisation des générations nées dans les années 1950 et 1960. Cela porte à son paroxysme la compétition électorale, mais bouleverse également tout ce qui est «traditionnel» et «codifié» dans les provinces : les mécanismes d'arbitrage et de consensus internes aux communautés et la symbolique intériorisée de l'État.

En effet, pendant des décennies, une multitude de mécanismes d'arbitrage ont fonctionné au sein de la vie provinciale et se sont souvent mon-

<sup>20</sup> Maraş, Sivas et Malatya ont un niveau économique relativement plus développé. Mais l'effervescence économique de Maraş s'explique par son intégration dans la dynamique économique de la région méditerranéenne, et celles de Sivas et de Malatya, des investissements publics en déclin.



très bien plus efficaces que les instances de décision et de juridiction mises en place par l'État<sup>21</sup>. Altan Gökalp explique ce fait à travers l'exemple d'une communauté alévie: «le cadre le plus pertinent de l'activité sociale des Çepni, le niveau *oba* du système tribal, aura une fonction politique double: s'articuler avec le système religieux, puisant les fondements du pouvoir et de la légitimité politique sans transgresser les obligations de dissimulation; s'insérer au sein de la société nationale à travers une institution à laquelle le système politique républicain reconnaît une autonomie et une personnalité morale: le village». «...tous les conflits internes du village, continue-t-il, y compris les cas de meurtres, échappent bien entendu aux institutions judiciaires de l'État»<sup>22</sup>. Les régions kurdes offrent de nombreux cas similaires. De l'arbitrage des confréries religieuses à la vendetta, une série de modes de règlement internes rendaient l'État superflu et permettaient à la population de régler ses conflits. Ajoutons finalement que ces mécanismes ne géraient pas uniquement les conflits internes à une communauté, mais aussi les relations intercommunautaires.

Il nous paraît nécessaire de nous attarder sur ce point, car il renverse l'image que nous avons habituellement des termes de dépendance entre les communautés provinciales et le centre, voire du poids de l'État au sein de la société. Par la suite, il nous permettra aussi de comprendre que les miliciens disposent d'un terrain qui facilite considérablement leur action. En prenant le contre-pied de l'idée très répandue qui met l'accent sur la centralisation de la Turquie et sur la tradition de l'État fort, il est même possible d'affirmer que l'État turc n'a jamais été «tout-puissant» et «néo-patrimonial». Dans les faits, une *tradition*, bien réelle, d'État fort, comme l'a observée Metin Heper<sup>23</sup>, ne signifie nullement l'exis-

<sup>21</sup> À titre d'exemple, la Turquie ne reconnaît que le mariage civil, mais l'État est obligé, tous les dix ans, de légitimer plusieurs millions de naissances, issue des mariages religieux non reconnus officiellement, mais admis comme légitimes par les communautés. En effet, moment fort de la socialisation, le mariage se contracte dans la communauté qui se porte témoin et garant. Cela permet en grande partie de délaissier l'obligation légale.

<sup>22</sup> A. GÖKALP, *Têtes Rouges et Bouches Noires*, Paris, Société d'Ethnographie, 1980, p. 63, 67. Toujours pour les alévis cf. les études sociologiques d'un auteur ultra-nationaliste, O. TÜRKDOĞAN, *Alevi-Bektaşî Kimliği, Sosyo-Antropolojik Araştırma*, İstanbul, Timaş, 1995 et I. METİN, *Alevilerde Halk Mahkemeleri*, İstanbul, Alev Yayınları, 2 v, 1995. Le dernier ouvrage, très militant, a cependant le mérite de transcrire des scènes des procès destinés à résoudre les conflits internes de la communauté.

<sup>23</sup> M. HEPER, *The State Tradition in Turkey*, North HumberSide, The Eothen Press, 1985.

tence d'un État *fort*. Historiquement, le centre ottomano-turc n'est viable que s'il reconnaît l'autonomie des populations, des groupes, notamment dans les provinces. Le centralisme kémaliste sans doute a introduit une rupture dans cette tradition, mais elle s'est avérée limitée dans la durée et surtout dans l'espace (les régions kurdes pendant les insurrections), comme nous l'observons à travers l'événement de Memenen ou la contestation de Samsun dans les années 1930<sup>24</sup>. Tant au Kurdistan que dans de nombreuses autres villes d'Anatolie, le centre a fini par se cantonner dans des *Yenişehir* (villes neuves) fondées pour les besoins de ses fonctionnaires et situées hors circuit social. Dès lors, aussi centralisé et puissant soit-il, l'État dépendait largement des instances de légitimation au sein de la société qui le précédaient et coexistaient avec lui. Pour se légitimer, il devait souvent avoir recours à ces instances, à cette autre légitimité, obtenir son aval, donc, *de facto*, abandonner une partie de la souveraineté nationale qu'il prétendait incarner. La remarque d'Ann Lambton pour le Kurdistan d'Iran est sans doute aussi vraie pour la Turquie et ailleurs au Moyen-Orient : « *there is a long tradition of hostility towards government officials* »<sup>25</sup>. Ici, comme en Iran, il est bien plus facile et moins coûteux pour l'État d'avoir des supports locaux que de multiplier le nombre de ses fonctionnaires. La communauté, de son côté, peut compter sur ces substituts de l'État dans ses relations avec le centre<sup>26</sup>.

Nous y reviendrons : ce n'est nullement cette fonction que l'État abandonne au cours des années 1970. Le changement vient plutôt du fait que ces dynamiques non étatiques se reproduisent désormais dans un processus impliquant la violence. Les mécanismes d'arbitrage intercommunautaires éclatent sous le coup de l'urbanisation, d'une politisation rapide, et de l'entrée en scène d'une nouvelle génération née dans les

<sup>24</sup> En 1930, à Menemen par exemple, l'État n'obtient aucune information sur la mission de Derviş Mehmed qui s'étale sur plusieurs jours et qui prend, pour reprendre la formule de Hikmet Kıvılcımlı, la forme d'un « torrent insurrectionnel ». À Samsun, le maire, opposant à Mustafa Kemal, l'humilie publiquement en 1931 en refusant de partager sa table, de porter un toast avec lui (les activités qui l'attendent le jour suivant l'en empêchent) et de donner sa démission (qui reviendrait à trahir la confiance de la population...). il ajoute qu'après tout, l'État a le pouvoir légal de le démettre de ses fonctions, cf. notre article, « Messianisme et mouvement social : l'événement de Menemen en Turquie (décembre 1930) », *CEMOTI*, n° 11, p. 73-88.

<sup>25</sup> A.K.S. LAMBTON, *Landlord and Peasant in Persia*, Londres, Oxford University Press, 1969, p. 291.

<sup>26</sup> Lors des insurrections des années 1920 et 1930, les régions kurdes semblent avoir constitué une exception à cette règle.

années 1950. La demande d'accès à la « citoyenneté » (ou ici, plutôt, aux ressources publiques) tue la « civilité » comme l'avait analysé Jean Leca dans le contexte ottoman du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>27</sup> car elle vise à monopoliser la représentation politique et les ressources qu'apporte cette légitimation. Les enjeux communautaires sortent non seulement des campagnes pour s'implanter au cœur même du centre de décision local ; mais de plus, par l'exode rural à l'échelle du pays, ils brisent aussi le « terroir » pour s'installer dans le pays entier. L'importance des soutiens trouvés « ailleurs », au « Centre », à İstanbul ou à Ankara se voit d'autant accrue, car elle pèse désormais lourdement dans l'arbitrage des conflits internes du « terroir ». Le soutien que le MHP apporte dans les localités est une illustration significative de cet élargissement du terroir.

Toutes les provinces n'agissent pas de la même manière face à cette évolution. Ni l'exode rural ni une politisation accélérée n'aboutissent à une violence corrélationnelle à Bursa ou à Samsun qui restent comparativement des « zones de sérénité », mais ils parviennent à mettre à feu et à sang d'autres régions.

C'est là que nous retrouvons la segmentarité dont nous avons déjà souligné l'importance. En effet, seule une telle dynamique a pu à tel point casser les équilibres internes de ces localités. Pas plus que les autres, cette dynamique n'est immuable, anhistorique ou méta-historique. Comme toute autre dynamique du groupe, elle est objet de négociations et de reproduction qui impliquent des mutations certaines. De même, elle contient en son sein d'autres rapports et modes de domination. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit bien d'une dynamique, dont la force de mobilisation dépasse largement tel ou tel groupe dominé ou dominant. Cette dynamique est suffisamment ancrée dans la durée pour survivre à l'urbanisation et pour lui opposer une double réponse, de repli et de conquête de son nouveau milieu, autrement dit, deux modes de mobilisation fonctionnelle. Elle devient ainsi un élément ou un partenaire de négociation ou de résistance par rapport aux autres communautés et au centre et peut ainsi donner naissance à la milice. En ce sens, la dynamique communautaire, que nous pouvons, avec quelques réserves, définir comme une forme d'« *asabiyyat* », se distingue des autres dynamiques de groupe (celles de la jeunesse, de la classe ouvrière, de l'armée, de la paysannerie, etc.). Il va de soi que ces derniers groupes

<sup>27</sup> J. LECA, « Individualisme et citoyenneté », in P. BIRNBAUM & J. LECA (éds), *Sur l'individualisme*, Paris, FNSP, 1991, p. 159-209.

peuvent s'ériger en acteurs, se mobiliser et devenir agents de transformations sociales, ou même s'emparer du pouvoir. Toutefois, il faut plus pour qu'un groupe puisse passer de la mobilisation ou de la violence à la milice. Seule une communauté capable d'inventer une tradition et des références mobilisatrices communes, ainsi qu'un réseau incluant non pas telle ou telle couche de la société, mais une « verticalité » obtenue par un encadrement militaire interne, semble pouvoir donner naissance à une violence de type milicien.

### *Relations avec l'État*

Pourtant, cette militarisation n'aboutit pas inévitablement à la rupture avec le centre ; au contraire, elle peut produire de nouveaux répertoires ambigus de relations avec lui. En effet, dans une situation de conflit entre une dynamique communautaire et le centre, plusieurs scénarii peuvent être envisagés : une opposition violente, en l'occurrence milicienne, qui puise de ce fait dans une communauté dépassant une catégorie sociale, peut se doter de la capacité de composer avec l'État, ou s'approprier ses prérogatives, ou former une alliance avec lui contre un autre groupe. Ses relations avec l'État seront pacifiques *si* ce dernier accepte et légitime son « autonomisation ». La milice n'opposera une forme d'action exclusivement violente à l'État que *si* elle n'arrive pas à lui imposer un *modus vivendi* qui lui soit favorable ou si elle saisit d'autres opportunités pour élargir son autonomie et ses avantages. Dans un tel cas, non seulement elle peut défier l'État au sein de son propre groupe, mais aussi exporter sa violence vers le centre. Son jeu d'alliance avec une autre communauté peut également aboutir au même résultat.

Cela nous invite à éviter deux erreurs d'analyse :

- dans la violence des années 1970, il ne faudrait pas voir une revanche de la société ou d'une communauté sur l'État ou un affrontement de la société avec l'État, mais un jeu complexe incluant des alliances, des oppositions et des négociations musclées.
- De même, il faut bien saisir qu'à l'éclatement de la société répondent la pluralité des centres de décision et des stratégies ainsi qu'un certain éclatement au sein de l'État. Pas plus que la « société », l'État n'est un bloc monolithique.

Plus que l'affiliation à une idéologie, c'est sans doute cette double pluralité qui explique l'extraordinaire capacité des milices à s'insérer dans des alliances à l'échelle nationale<sup>28</sup>. Cela est notamment vrai pour les milices de l'extrême-droite, mais dans une moindre mesure, les milices de la gauche radicale peuvent également réussir à s'insérer dans le système politique. À Fatsa, par exemple, la mairie, détenue pourtant par un groupe de gauche radicale, s'assure l'appui de l'ensemble des forces politiques locales (républicaines, bien sûr, mais aussi conservatrices et islamistes), qui font fi des consignes imposées par le centre. De plus, symboliquement du moins, les Républicains lui apportent leur soutien national.

Les liens entre les milices et l'État en tant que centre d'une part, les milices et le système politique, de l'autre, ne sont donc nullement rompus, mais en contrepartie, localement, les principales prérogatives de l'État sont complètement paralysées ou noyautées (nous reviendrons plus loin sur cet aspect). Les fonctionnaires d'État, venus de loin, ne veulent pas rester sur place ou ne veulent pas prendre de risques (au

<sup>28</sup> Il convient d'interpréter cette insertion non pas comme un signe de « fusion » mais comme une partie de ces stratégies complexes. Certes, l'armée est infiltrée par les militants de l'extrême-droite comme le montrent la tentative du coup d'État du chef d'état-major des armées de terre N. Ersin en 1978 ou l'emprise extraordinaire de l'organisation de la Contre-Guérilla (cf. S. GENÇ, *Bıçağın Sırtındaki Türkiye, CIA/ MIT/ Kontr-Gerilla*, İstanbul, Der yayınları, 1978). De même, la police est également largement infiltrée à l'échelle nationale, d'autant plus facilement que les politiciens contrôlent le recrutement des policiers. Il y a donc de nombreuses passerelles entre l'extrême-droite et les forces de frappe de l'État, comme le montre la répression de la commune libre de Fatsa en 1980. L'infiltration de l'armée par la gauche, bien réelle avant le coup d'État de 1971, est largement enrayerée par les militaires. Toutefois, assez de policiers se revendiquent de la gauche pour pouvoir former une organisation des policiers de gauche qui parvient rapidement à ouvrir des succursales un peu partout en Turquie.

Toutefois, ce noyautage n'aboutit pas à une symbiose entre les milices et l'État. De même, si nous observons une alliance entre l'État et des milices d'extrême-droite (notamment à Fatsa), cela ne signifie pas que la milice devient une force para-gouvernementale. L'armée, qui constitue dans ces années le seul organe de l'État capable d'en assurer la pérennité, reste jalousement fidèle de sa position d'arbitre supra-politique. Elle se méfie des formations politiques, extrême-droite incluse. En effet, si la gauche devient la cible par excellence de sa vengeance après le coup d'État, cela ne signifie nullement que l'armée devient un simple exécutant d'une droite radicale qui lui servirait d'éminence grise. Les mécanismes de légitimation dont elle se sert lui interdisent pratiquement d'engager une action musclée contre la droite radicale. Cela s'avère d'ailleurs inutile, car le colonel Türkeş et ses compagnons acceptent rapidement leur échec et baissent les bras pour jouer la carte de la « légalité ». Ils comprennent aussi rapidement que si cet échec leur enlève la chance de s'emparer du pouvoir, en contrepartie il ne les empêche guère de mettre à l'abri leurs réseaux municipaux et ainsi garantir la pérennité de leur action.

demeurant réels) pour leur vie. Dans certains cas, ils finissent par admettre leur impuissance et mettent en place une stratégie d'alliance légitimant le noyautage. Cette situation est encore plus nette concernant les préfets ou sous-préfets, instances suprêmes de l'administration provinciale et urbaine. Ces instances servent alors souvent de délégués de l'État ou d'un des centres de décision de la capitale auprès de la milice. Dans d'autres cas, l'État est tout simplement absent. Pendant la période qui nous intéresse, Niğde voit défiler six préfets. Durant la même période, Ordu change quatre fois de préfets, Çorum sept fois, Malatya quatre fois, Elazığ six fois, Erzincan quatre fois, Maraş cinq fois, Kars cinq fois, Erzurum quatre fois, Diyarbakır quatre fois, etc. En 1980, Urfa n'a pas de préfet, des villes comme Siverek, Beşiri, Şirnak, Uludere n'ont pas de sous-préfets. En l'absence de préfet ou de sous-préfets, l'ensemble de l'administration étatique est paralysé. L'autorité du centre se voit alors subordonnée à la dynamique locale. Cette évolution modifie également la position des notables intermédiaires habituels entre la population et l'État, qui eux aussi sont obligés de participer à des structures de types militaires — nous y reviendrons — ou du moins passer une alliance avec elles.

Cette situation produit un effet capital pour notre sujet ; l'image de l'État se dégrade dans les provinces. Elle ne s'explique d'ailleurs pas uniquement par la violence des miliciens ou par l'ingouvernabilité qui marque le centre, mais aussi par une grande méfiance *traditionnelle* des citoyens à l'égard de l'État. Avant d'être contraint de quitter la ville, le préfet est souvent un homme à l'allure anachronique. Il est un représentant « venu de loin » qui trouve dans les notables provinciaux des interlocuteurs symboliques. Ses sorties se limitent aux visites qu'il leur rend et au club des fonctionnaires. Il est celui à qui il faut montrer des signes d'allégeance, mais nullement de légitimité ; il convient encore moins de lui faire des confidences sur la vie de la ville. Le préfet doit toujours être confortablement installé mais il doit aussi se sentir mal à l'aise. Il ne doit jamais oublier qu'il demeure un « étranger ».

À plus forte raison, cette méfiance domine les relations avec l'État en tant que centre de décision. Le respect et l'allégeance à l'État ne sont guère synonymes d'obéissance. Rien n'indique que les citoyens turcs considèrent l'État comme l'« État-père ». En tout cas une telle image ne semble pas avoir survécu, y compris dans des grandes métropoles du pays, à la crise politique, économique et sociale. Les enquêtes de Metin Heper, réalisées dans la deuxième moitié des années 1970, montrent

clairement que le respect dû à l'État et l'image qu'on a de lui au quotidien sont dissociés. 82,1 % des habitants d'un *gecekondu*, autrement dit, à la proximité immédiate du centre, «font confiance à l'État pour prendre les décisions les plus justes» (contre 13,2 %). Mais dès qu'il s'agit de savoir si l'État «risque de prendre une décision qui *leur* serait dommageable personnellement ou à *leur* quartier dans sa totalité»<sup>29</sup>, les réponses sont affirmatives à 65,1 %, et seulement à 19 % négatives. De même, dans les enquêtes de Metin Kazancı, à la question «quelle serait votre attitude par rapport à une action ou un acte que vous croiriez utile pour les groupes à bas revenus, mais contraires aux lois écrites ou aux décrets», seuls 11 % répondent par : «j'essayerai de m'accorder à la loi». Les autres se déclarent prêts à défier la loi<sup>30</sup>. Cette méfiance explique aussi l'importance accrue des «associations» et des notables, devenus, plus que jamais, les vrais interlocuteurs de l'État. En accordant un statut presque officiel à ces associations, l'État admet, dans les faits, l'autonomisation de la société.

Nous ne disposons pas d'enquêtes analogues pour les provinces. Tout indique cependant que la méfiance à l'égard de l'État y est davantage accentuée. Sa présence se réduit, dans toutes les zones que nous avons mentionnées en tout cas, à une présence militaire. Celle-ci s'avérera décisive quelques années plus tard, mais quel que soit son impact, ce fait montre que l'État n'a plus d'autre existence légitime que celle que lui assurent les militaires. De plus, si les militaires sont peu sensibles aux pressions des dynamiques locales, leur présence n'implique pas nécessairement une ingérence effective dans les affaires de la ville. Au contraire, faute d'avoir des consignes venant du chef d'État-major, les militaires se cantonnent dans leurs casernes, spectateurs furieux des événements qui se déroulent sous leurs yeux<sup>31</sup>. Il est à remarquer à ce propos que la proclamation de l'état de siège qui a précédé d'un an et demi le coup d'État, et qui donnait des pouvoirs considérables à l'armée (juridiction exceptionnelle, interdiction d'association, contrôle des entrées et sorties de la ville, arrestation préventive, contrôle des publications, dans certains cas, déportation des personnes indésirables, etc.) n'a produit aucun apaisement ; au contraire, la «terreur» tout comme la mainmise

<sup>29</sup> C'est nous qui soulignons.

<sup>30</sup> M. KAZANCI, *Halkla İlişkiler Açısından Yönetim ve Yönetilenler*, AÜSBFY, 1978, p. 191.

<sup>31</sup> Les mémoires du général Evren (*op. cit.*) contiennent de nombreuses informations et documents sur cette colère et cette impuissance.

des groupes armés sur les « zones sensibles » se sont considérablement intensifiées<sup>32</sup>.

*Construction de pouvoir à l'échelle locale*

Mais ce fait a également un impact sur les relations intercommunautaires. L'absence de l'État et la méfiance à son égard détériorent davantage l'image de l'État « impartial », de l'État-père. Elles renforcent la position du « terroir » par rapport au centre et transforment la municipalité en vrai centre de décision, qui devient un enjeu dans la lutte entre les groupes communautaires. C'est sans doute cette même logique qui explique la militarisation de la dynamique municipale. La municipalité devient, plus que l'occupation d'un siège de député à Ankara, la source du pouvoir monolithique. Elle signifie la victoire écrasante sur l'autre, son exclusion de l'espace public légal, de l'espace de « neutralité » que constituait la municipalité, et partant le centre de la ville. Cette fonction nous permet de comprendre le tableau quelque peu surréaliste de la Turquie des années 1970 : la mainmise milicienne sur une ville va presque naturellement de pair avec le souci de légalité. L'élection couronne et amplifie l'action milicienne, mais lui permet en même temps d'être admise comme légitime à l'échelle locale et nationale.

Ainsi, le couple violence milicienne - légalité municipale permet à l'un des segments d'imposer son contrôle sur le plan local. Ce contrôle ne signifie pas pour autant la victoire d'un ordre communautaire traditionnel, mais une nouvelle construction, impliquant des acteurs et des modes de contrôle nouveaux et bouleversant les hiérarchies communautaires établies.

Cette entreprise couvre des champs bien plus larges que ceux qui garantissaient l'existence de la communauté auparavant. Elle implique, comme on peut le voir, exemples à l'appui dans les notices consacrées à chacune des « zones sensibles », le contrôle d'une ville ou de quartiers par un groupe armé. Le « contrat tacite » légitimant la division de l'espace n'existant plus, les miliciens s'emparent des « tours de contrôle » qui se particularisent par une position « stratégique » et par

<sup>32</sup> On comprend alors la rancœur du régime militaire à l'égard du mouvement associatif, allant jusqu'à restreindre leur champ de manœuvre dans la constitution. Toutefois, des données empiriques ou des faits divers concordent pour montrer que le régime militaire de 1980 a lui-même été obligé de traiter avec une foule d'associations ou de réseaux informels.



leur visibilité : mosquée, Foyer des Idéalistes, associations de gauche, restaurants, salons de thé, librairies, etc. L'occupation ou la construction de ces « tours de contrôle » obéit à plusieurs impératifs : elle sert tout d'abord à dissuader les éléments du groupe adverse de s'aventurer dans le quartier contrôlé. La référence à un habitant devient ainsi le mot de passe obligé pour tout visiteur qui ne peut guère échapper au contrôle des hommes armés. Mais cette occupation ne vise pas seulement l'extérieur. Elle accomplit aussi un rôle décisif à l'intérieur : pour les habitants du quartier, la milice signifie un contrôle social accru au quotidien, elle uniformise les usages, les coutumes, les modes vestimentaires. Elle s'érige en police des mœurs.

Le rôle de la symbolique inventée ou réappropriée par la milice dans cette reconstruction communautaire est significatif. Elle est formée de plusieurs termes simples et immédiatement mobilisateurs comme la femme, dont la pureté et la protection deviennent les critères de l'authenticité de la communauté, la « morale » des enfants et des adolescents qu'il faut protéger de la « corruption » etc., et pour la droite radicale, la mosquée. À des références communes, s'ajoutent des mythes fondateurs de la communauté ou des mythes réappropriés qui constituent une frontière de démarcation entre la gauche et la droite, entre le sunnisme et l'alévisme, entre la kurdicité et la turcicité (comme le Pir Sultan, Kawa, Ergenekon, Bozkurt). Ces noms et le travail accompagnateur (chants, marches militaires, affiches, photos, films, etc.) deviennent autant d'éléments d'actions politiques. Sous contrôle milicien, les quartiers ne changent pas uniquement d'allure, mais aussi de noms : les anciens deviennent caducs au profit de noms officieux ou parfois officiels, comme le « quartier d'Ergenekon » ou le « quartier du 1<sup>er</sup> mai ». Cette homogénéisation se traduit par une « sur-décoration » des quartiers (noms, affiches, graffitis, etc.). (Nous n'observons pas ce fait uniquement dans les « zones sensibles ». Une photo de l'époque, prise à İstanbul, en témoigne : « Bienvenue à la forteresse des idéalistes — Association de la Jeunesse idéaliste ».<sup>33</sup>) Dans cette symbolique liée aux mythes fondateurs, le martyr occupe une place capitale. Comme ailleurs dans le monde musulman, la notion de *chehid* (martyr), sans cesse alimentée par le nombre élevé des victimes, sert ainsi à prouver l'authenticité de l'action et le bien-fondé de la vengeance. Toujours dans le même registre, le contrôle de l'enseignement universitaire, mais aussi primaire

<sup>33</sup> *Cumhuriyet* 78-79, p. 173.

et secondaire, devient un enjeu de taille (ainsi, lors des examens d'histoire dans des régions sous contrôle de l'extrême-droite, la date de 1917 ne renvoie plus à la révolution bolchevique, mais à la date de naissance de Türkes)<sup>34</sup>. Dans les écoles contrôlées par la droite radicale, c'est le drapeau du parti, et non pas celui de l'État qui est utilisé. Dans la région kurde le système scolaire est paralysé, les hymnes et drapeaux kurdes s'imposent au détriment des symboles de l'État turc. Les programmes de l'enseignement sont largement devenus caducs, les élèves dictant les nouveaux programmes et les nouvelles règles de discipline. Enfin, le contrôle milicien vise à homogénéiser les biens culturels disponibles (cinéma, presse) et invente une symbolique « vestimentaire ». On distingue l'appartenance politique par la moustache ou la jupe. Les milices assurent ainsi l'homogénéisation par la mobilisation (fête, commémoration, enterrement, etc.) qui s'instaure comme rituel et comme mode de participation. Là encore, la milice se substitue à l'État et utilise les mêmes modalités pour la construction du groupe.

Ce contrôle du quotidien s'inscrit certes dans la continuité de l'espace « symbolique ». La visibilité et l'affirmation de la souveraineté constituent l'un des principaux éléments de la culture turque<sup>35</sup> et ne sont donc nullement typiques de la période qui nous intéresse. L'invention réside plutôt dans le fait que cet espace n'est plus uniquement « symbolique » ; il devient un espace néo-communautaire<sup>36</sup>, désormais militarisé. Il a pour enjeu à la fois l'intérieur (où l'« hérésie » n'est plus tolérée) et l'extérieur (l'étanchéité se substitue à la perméabilité de la frontière). Il est désormais un espace d'affirmation de sa souveraineté dans l'affrontement, un espace dont la remise en cause, la délimitation et la négociation ne se font plus par contrat tacite, négociations ou vendettas entre les clans, comme par le passé, mais par des organisations politiques qui dépassent largement ce niveau d'affiliation. La réinvention, par des

<sup>34</sup> Un livre hautement polémique témoigne de l'engagement de l'extrême-droite dans une partie des villes qui nous intéressent et contient une documentation abondante, cf. Ayvaz GÖKDEMİR, *Buhrânın Kaynağında. Müşahadeler, Tesbitler, Cevaplar*, İstanbul, Ötüken Yayınları, 1979. L'auteur, surnommé à l'époque « Ayvaz le commando » a réussi son recyclage politique pour devenir ministre dans le gouvernement de Tansu Çiller.

<sup>35</sup> Nous remercions Altan Gökalp pour cette remarque.

<sup>36</sup> Cf. pour cette notion O. ROY, *Texte d'introduction pour le doctorat sur travaux. Les recompositions identitaires dans le monde musulman* (sous la direction de R. Leveau), Paris, IEP, 1995 ; G. KEPEL, *Des mouvements islamistes au néo-communautarisme*, Mémoire pour l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches (sous la direction de R. Leveau), Paris, IEP, 1993. Nous remercions M. R. Leveau d'avoir attiré notre attention sur cette dimension.

moyens militaires, de l'espace ne rend pas uniquement caducs les anciens mécanismes d'arbitrage, mais aussi la culture d'arbitrage. Si les « clans » lignagers parviennent, dans certains cas, à s'accommoder de ce fait, plus généralement, leur place dans la hiérarchie milicienne devient symbolique. Ils perdent alors comme nous l'observons dans la région kurde, mais aussi dans les régions aléviées, les commandes de l'autorité au profit des acteurs miliciens nouvellement apparus.

Cette construction repositionne également l'État dans la vie locale. Nous avons déjà insisté sur ce point et vu que l'État était loin d'être tout puissant. Mais la symbolique de l'État renvoyait néanmoins à ses principales prérogatives, intériorisées comme légitimes, quoique souvent contournées par les habitants (comme la conscription et la taxation). La violence milicienne se substitue rapidement à la « violence légitime » qui caractérise l'État. Mais elle prive aussi l'État d'une autre prérogative et change ainsi l'ancienne donne communautaire : celle de faire participer, de gré ou de force, la population à la guerre, autrement dit, d'imposer la mobilisation en contrepartie de la protection ou des gains symboliques. Comme le remarque E. Picard à propos du Liban « *In the new militia order that replaced the community order, a process of "democratisation of the instruments of violence" went hand-in-hand with society's growing obsession with security* »<sup>37</sup>. Nous observons cette obsession sécuritaire également en Turquie où l'enrôlement dans l'armée nationale est considéré par certains groupes comme un acte de trahison, ou alors inutile, car la « protection » se fait sur place<sup>38</sup>. La « désectorisation »<sup>39</sup> qui est à la fois la cause et la conséquence de cette obsession, à son tour, permet aux milices de s'approprier une autre double prérogative de l'État qui est de faire la guerre au nom d'une entité, donc d'une souveraineté, et assurer la « protection as business » comme l'analyse Charles Tilly dans le cadre de la formation des États<sup>40</sup>. « Attaques » ou « razzia » dans ces villes partagées signifient attaque à main armée contre l'autre quartier, ou fusillade, depuis des véhicules

<sup>37</sup> E. PICARD, *The Lebanese*; *op. cit.*, p. 24.

<sup>38</sup> Dans la région kurde notamment, le refus de l'enrôlement prend de telles proportions que l'armée commence à s'inquiéter : selon le général Evren, une décision collective, poussant les jeunes Kurdes à se faire enrôler tous en même temps, pouvait facilement déboucher sur une insurrection militaire (cf. ses souvenirs, *Kenan Evren'in Anlari*, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1990, v°1).

<sup>39</sup> M. DOBRY, *op. cit.*

<sup>40</sup> Ch. TILLY, « War Making and State Making as Organized Crime », in P.B. EVANS, D. RUESCHEMEYER, T. SKOCPOL, *op. cit.*, p. 175.

anonymes, des quartiers opposants. Ce droit de déplacer la guerre des frontières extérieures du pays au niveau local et de faire la guerre autrement que par le recours à l'armée explique que les miliciens, en nombre limité, parviennent facilement à entraîner plusieurs milliers de personnes lors des affrontements. Enfin, le phénomène milicien signifie aussi « rendre » ou imposer la justice, y compris dans les affaires internes de la communauté, comme on l'observe dans la création des comités populaires à Fatsa ou dans l'exécution sommaire de cinq ouvriers à Ümraniye (quartier de *gecekondu* à Istanbul) en 1978 par un « tribunal du Peuple »<sup>41</sup>.

Sans produire un modèle de contre-État, la viabilité de la milice dépend de sa capacité de s'appropriier des ressources qui font partie du monopole de l'État. La milice doit se situer dans un continuum conceptuel avec l'État<sup>42</sup>, agir localement comme une structure étatique. Dans ce sens, la justice va de pair avec la « taxation ». Comme l'État, une milice peut à la fois « imposer » la société dans le sens étymologique et fiscal du terme, mais aussi créer une clientèle qui dépend de ses réseaux de redistribution. Autrement dit, la réappropriation de cette prérogative est un défi important lancé au pouvoir<sup>43</sup>.

La « taxation » et la « redistribution » vont de pair et transforment la milice en acteur du champ économique. Ce fait révèle toute son ampleur si l'on prend en considération la crise économique aiguë des années 1970. Il explique aussi l'importance accrue des entreprises étatiques, souvent seules sources d'emploi, qui recrutent par le biais des municipalités (comme MKE -Industrie de machines et de chimie ou l'exploitation des forêts). De même, à Fatsa par exemple, la municipalité met en place des comités de « redistribution » : du coup, tout coûte moins cher qu'ailleurs et surtout, tout se trouve. Les mairies de l'extrême-droite assurent une redistribution aux familles des militants « idéalistes » ; Elles parviennent également à créer des hôpitaux quasi clandestins, destinés

<sup>41</sup> La définition que Kürşat Bumin donnait à l'époque des groupes armés en Turquie correspond à merveille à la définition de « milices » :

« s'ils ont une armée, nous avons notre « armée du peuple »

« S'ils ont des tribunaux, nous avons nos « tribunaux du peuple »

« S'ils ont une discipline aveugle, nous avons notre « discipline d'acier »

« S'ils ont une hiérarchie, nous avons notre « avant-garde du prolétariat »

« S'ils ont une violence contre-révolutionnaire, nous avons la violence révolutionnaire » cité par S. VANER, *art. cit.*

<sup>42</sup> Nous remercions Jean Leca pour cette remarque.

<sup>43</sup> Sur ce sujet, cf. Kenan BULUTOĞLU (ministre du gouvernement Ecevit de 1978 à 1979), *Bunalım ve Çıkış*, İstanbul, Tekin Yayınları, 1980, p. 356-357.

uniquement à soigner les « idéalistes »<sup>44</sup>. Le PKK parvient, en contrepartie de la taxation, à quadrupler les salaires. L'« impôt révolutionnaire » ou l'« impôt national » ou la « participation aux frais » ainsi que la « réappropriation populaire » et le financement, par la communauté, de la mobilisation... sont de ce point de vue des activités génératrices de ressources permettant l'entretien de la milice et de ses réseaux adjacents en tant que lieux de solidarité et instances de décision. Les milices participent enfin à la contrebande. La capacité militaire qu'elles détiennent leur permet de s'intégrer, contre protection ou contre recrutement, à la pègre. L'image du « Robin des Bois » redistributeur chez les « Idéalistes », et les liens affectifs unissant les dirigeants de groupes armés (gauche comme droite) et des « parrains » (Dündar Kılıç, İnci Baba, Kürt İdris, Behşet Cantürk) sont de ce point de vue exemplaires. Nous observons que ce phénomène s'est considérablement amplifié, notamment dans le camp de l'extrême-droite, et surtout après le coup d'État du 12 septembre. Les liens avec le milieu offrent des possibilités « d'affaires » et d'« emplois ». Mais déjà à l'époque de la terreur, l'extrême-droite était dotée de ses « *beys* de l'extrémité » (*uç beyleri*)<sup>45</sup>, et c'était un secret de Polichinelle que Lice (province de Diyarbakır) après le tremblement de terre de 1975 était devenue un haut lieu de la culture de pavot.

La monopolisation, par un groupe, de ces prérogatives étatiques (taxation, mobilisation, recrutement, justice) justifie en effet l'usage de la notion de « territoire libéré ». Mais elle explique aussi que ces « territoires libérés » soient considérés en même temps comme des « forteresses » qu'il faut protéger contre l'intérieur et ce faisant, éventuellement conquérir d'autres forteresses, tenues par l'« ennemi ».

Par tous ces biais, la milice au quotidien signifie la mise en place d'une instance centralisée qui impose la loyauté et crée un centre-bis, dont les effets sont durables dans la formation de l'univers mental de la population. Comme le précise E. Picard une fois de plus à propos du Liban « *the result after 15 years of war was that the population was doubly alienated from the state: not only had people become accustomed to not relying on state services, but they had transferred their loyalty, or their submission, to an illegally armed force* »<sup>46</sup>.

<sup>44</sup> Cf. La description de Malatya par C. ARÇAYÜREK, *Cüneyt Arayürek Açıklıyor -7: Demokrasinin Sonbaharı, 1977-1978*, Ankara, Bilgi Yayınları, 1985, p. 434-436.

<sup>45</sup> Un grade dans la hiérarchie militaire ottomane.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 27.

*La milice : phénomène de génération*

La violence milicienne ne se réduit pas à un phénomène de génération, mais celui-ci la modère. Dans la Turquie des années 1970, le « terroriste » a entre 15 et 25 ans<sup>47</sup>. Même si les recherches manquent sur ce sujet<sup>48</sup>, l'âge d'entrée dans l'action de ces jeunes semble se situer autour du passage à l'adolescence : l'action violente se superpose donc aux autres rites de passage et domine l'adolescence et les premières années de l'âge adulte. Quel que soit leur « passé », à 30 ou 40 ans, les militants, déjà assis ou établis, cherchent plutôt la position d'acteur « crédible », sachant jouer à la fois sur la violence, sur la manipulation des plus jeunes, et sur les négociations avec le système politique établi. Par ailleurs, lorsque la milice n'arrive pas à s'imposer comme acteur unique (les cas comme Niğde et Yozgat entièrement contrôlés par l'extrême-droite, sont une exception de ce point de vue), elle cherche des arrangements avec le système afin de le miner de l'intérieur ou de le subordon-

<sup>47</sup> Le fait que le MHP et certains groupes de gauche soient parvenus à créer des réseaux structurés et durables ne doit pas nous tromper. Leur succès montre, *a posteriori*, que la coercition interne, la protection des membres ainsi que l'endoctrinement politique ont été porteurs. Dans les années 1970 cependant, leurs militants sont composés de jeunes en perte de repères. Ils sont certes plus éduqués que leurs aînés (la proportion de lycéens par rapport à la population qui est de 9,5 % en 1970, passe à 19,3 % en 1975 et à 21,39 % en 1978. Durant la même période, la proportion d'étudiants d'université passe de 4,50 % à 8,02 %. İsa ÖZTÜRK, « Terrörün Nedenleri ve Kurbanları », in S. TÛTENGİL (éd.), *Tütün-gil'e Saygı, 1921-1979*, İstanbul, İstanbul Matbaası, 1981, p. 212). Sur 5 973 accusés (de gauche ou de droite) arrêtés dans les six mois qui suivent le coup d'État de 1980, seuls 470 sont étudiants d'université, 677 de collège ou de lycée, 850 ont un certificat de l'école primaire, 450 d'entre eux sont sans travail. Parmi les 587 accusés du procès du MHP, 125 sont sans travail, 121 sont étudiants (cf. M. SOYSAL, *op. cit.*). De même, 30 % des militants arrêtés sont étudiants à l'université ou en sont diplômés (la proportion des diplômés est de 3,2 % pour ceux de gauche, 4,3 % pour ceux de droite). Mais ces militants sont issus, pour l'essentiel, de familles nombreuses (quatre enfants ou davantage), ouvrières ou paysannes. 29,6 % des militants de gauche et 33,9 % des militants de droite viennent des chefs-lieux de département. 39,2 et 34 % respectivement sont nés dans un village. Mais 60 % des militants de gauche, 63 % de droite ont passé la plus grande partie de leur vie dans l'une des trois grandes villes, 14,4 % et 13,6 % respectivement dans un autre chef-lieu de département, seulement 16 % et 8 % respectivement dans un village (Pour les détails, cf. D. ERGİL, *op. cit.*). Autrement dit, leur passage à l'action politique a lieu à la suite de l'exode rural. Ajoutons finalement, pour souligner l'importance des failles dans la reproduction des matrices traditionnelles de repères, que dans un pays où le mariage est le rite de passage de socialisation et de responsabilisation des adultes, seuls 27 % des militants de gauche, 25 % des militants de droite, sont mariés et ont un repère fixe.

<sup>48</sup> Nous disposons cependant d'une hagiographie des « martyrs » de l'extrême-droite, incluant six cents notices biographiques plus ou moins détaillées : R. KÜÇÜKİSSİZ, *Ülkücü Şehitler Antolojisi. Bu Davaya Can Verenler*, Ankara, s.d. (1991), Yenisey Yayınları.

ner à son action comme c'est le cas à Maraş ou à Malatya. Le jeu inclut ainsi un processus élaboré d'*arrangements* dont aucun acteur, qu'il soit politique (les dirigeants du parti conservateur, voire parfois de l'extrême-droite), ou militaire (miliciens) n'est le maître. Les liens d'interdépendances entre eux se multiplient et sont fort complexes. Il n'en demeure pas moins, la marginalisation rapide du parti conservateur le montre clairement, que dans le processus de radicalisation qui accompagne la violence, la capacité des générations « assagies » de résister à la jeune génération tout en continuant à la manipuler s'effrite. Les « générations assagies » ne parviennent en effet, ni à contenir la dynamique d'action de la jeunesse, ni à lui assurer un lien de solidarité.

Cela explique l'invention d'un champ de socialisation indépendante de la jeunesse. Qu'elles soient « idéalistes » ou « révolutionnaires », ces associations accomplissent une fonction sociale importante : ce sont des lieux où « on cuisinait des repas où on pouvait dormir en alignant trois chaises »<sup>49</sup>. Ce processus de socialisation ne se réduit pas à une simple action militaire. Les festivités, les rituels, les « enterrements », les commémorations sont autant d'éléments qui complètent ce processus et le dotent des ressources culturelles nécessaires. Ces activités, répertoriées, périodisées, ritualisées, sont inventrices de sens pour la jeunesse. De même, la rigidité des lois n'empêche nullement des organisations clandestines d'imprimer et de diffuser tout à fait légalement leurs publications, créant ainsi un nouveau mode de socialisation, imposant et monopolisant les pratiques de lecture. Enfin, la jeune génération se charge de la socialisation des plus jeunes. Elle vise à « descendre aux écoles primaires », gagner les générations futures capables de construire le modèle. La réussite semble être exemplaire : il y a eu des militants qui ont été PKK'istes ou « idéalistes » à cinq ans... ou depuis qu'ils ont cinq ans.

Parallèlement à la socialisation, l'action violente constitue dans la plupart des cas une phase d'entraînement, le prélude à l'assagissement politique des jeunes. Elle constitue l'antichambre de la vie politique institutionnalisée. Nombreuses sont les passerelles entre la « marginalisation » et le discrédit qu'implique le passage à l'action violente et les partis politiques « respectés ». Ces passerelles apportent une légitimité supplémentaire à l'action milicienne qui est ainsi comprise par la communauté comme une crise de croissance. Des recherches approfondies, basées sur

<sup>49</sup> T. BORA et K. CAN, *op. cit.*

des entretiens, seraient nécessaires pour comprendre la réaction des parents et des aînés face à ces rites et rituels dans lesquels baignent les jeunes. Leur réaction semble cependant être marquée soit par une tolérance à l'égard des « jeunes » égarés<sup>50</sup> que nous pouvons définir comme un « moratoire psychosocial »<sup>51</sup>, soit par une soumission par dépossession de l'autorité parentale. Dépassés néanmoins par les événements et le degré de la violence, les parents semblent avoir fini par accepter l'idée que la « reproduction du père » passe au préalable par la rupture, par une socialisation violente, avant de se réaliser d'une manière plus respectable<sup>52</sup>.

À moyen terme, cette reproduction renouvelle les cadres politiques des grandes formations. Ainsi, nombreux sont les éléments d'extrême-gauche qui réalisent leur transfert vers le camp républicain. Nous observons le même phénomène chez les « Idéalistes » à travers le phénomène dit d'« Abiler » (grands frères). Les jeunes manient les armes, mais respectent les « grands frères » qui font de la « politique ». Comme le précisent Bora et Can, « le MHP et les Foyers d'Idéal ont souvent été perçus, dans la province de l'Anatolie centrale, comme des centres permettant aux jeunes de s'initier au politique. Nombreux étaient ceux qui travaillaient dans leur jeunesse pour le MHP, et vers l'âge mûr, entraient dans la « politique active » au sein d'AP »<sup>53</sup>. « La division interne des tâches au sein de la famille, impliquant pour les fils de notables de s'engager au MHP, pour les notables eux-mêmes dans l'AP était un mécanisme répandu MHP<sup>54</sup> ».

Ces observations n'excluent certes pas que d'autres types de milices comprenant plus d'une génération, puissent voir le jour. De même, concernant la Turquie des années 1970, elles nécessitent d'être nuancées. En effet, certains élus, plus âgés et respectables, figurent aux com-

<sup>50</sup> La culture populaire apporte d'ailleurs les instruments conceptuels nécessaires pour définir cette crise : un jeune garçon y est défini comme « delikanlı », le « sang-fou ».

<sup>51</sup> Pour cette notion cf. E. H. ERIKSON, *Adolescence et Crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion, 1990.

<sup>52</sup> La situation n'est d'ailleurs guère spécifique à la Turquie : « La société algérienne, nous dit O. Carlier, ne cesse de tuer les pères, de bousculer les patriarches, malgré le respect ancestral pour le grand âge, mais c'est pour mieux réinvestir leurs valeurs, celle de la tribu et celle du Dieu, réinstaller un ordre, humain ou divin. Et dans cet ordre, il y a celui des mâles. La violence des jeunes est valorisée en tant que loi des mâles », O. CARLIER, *Entre Nation et Djihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, préface de Jean Leca, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 23.

<sup>53</sup> T. BORA et K. CAN, *op. cit.*

<sup>54</sup> *Ibidem.*



mandes comme nous l'observons clairement à Maraş, Malatya et Sivas. De même, de nos jours, les milices qui se constituent dans les régions kurdes ou sunnites incluent plus d'une génération dont la chaîne de commande semble obéir à une hiérarchie incluant également l'âge.

Toutefois, ces constructions miliciennes semblent être soit une exception dans laquelle la précarité des anciens (à la fois en termes générationnels et organisationnels) est évidente, soit obéissent à des logiques postérieures à l'époque analysée. Pour les années 1970, il paraît clair que quels que soient ses liens avec les aînés, et surtout avec des notables du politique qui tentent de manipuler la violence de la jeunesse, la milice est essentiellement liée à un phénomène de génération.

Reste que (et c'est là que nous nous démarquons des explications psychologiques et psychanalytiques), nous ne pouvons guère assimiler l'action de la milice à une simple crise d'adolescence. Même si l'on délaisse le processus de socialisation qui contribue durablement à la formation de cette génération, l'action ainsi entamée dans les années 1970 devient rapidement un moment de construction de groupe et de pouvoir local. Certes, la forme milicienne n'est pas une forme immuable et définitive de la construction communautaire. Elle n'écarte nullement la possibilité d'émergence d'autres modes, pacifiques ou violents, de l'action, susceptibles de remplacer la milice ou de coexister avec elle (comme dans la région kurde de nos jours). Mais ces transformations postérieures se réalisent par la participation des acteurs des années 1970 à de nouveaux processus. Elles se font aussi sur un héritage dense duquel ni eux, ni les acteurs postérieurs de l'arène ne peuvent faire abstraction.

### *La milice : le cadre local et son dépassement*

La milice est une émanation d'une communauté à l'échelle locale ; mais elle devient également un vecteur de la construction du groupe à l'échelle du pays, voire au-delà.

Pour comprendre cette double caractéristique, il nous paraît utile de revenir à une notion tombée en désuétude, mais qui continue de garder, à notre sens, une capacité explicative : la périphérie. Le rejet (par ailleurs largement justifié) de cette notion s'explique essentiellement par l'usage classique qui en a été fait (périphérie = région frontalière). Défini ainsi, le rapport « centre-périphérie » présuppose l'existence d'un *centre* (en omettant la pluralité et la concurrence des instances de décision qui y sont présentes) et de la *périphérie* (en oubliant que là encore nous obser-

vons une pluralité des forces politiques). Prise dans ce sens, la notion de « périphérie » est effectivement peu congruente. Il est pourtant évident, par exemple, qu'une région comme l'Anatolie centrale n'a pas de fonction de délimitation géographique. Il va également de soi que les forces émanant de la périphérie entretiennent des relations avec le centre et se trouvent en compétition pour obtenir la position de *most favored lords*. Ni le centre, ni la périphérie ne constituent donc des entités monolithiques. La notion de périphérie renvoie, à notre sens, à une démarcation politique et définit une communauté ou une localité à la marge, impliquant un degré, variable dans le temps, de « marginalisation ».

Dans l'histoire ottomane et turque, cette marginalisation allait toujours du pair avec une certaine autonomie provinciale ; c'était le prix que le centre devait payer pour la soumission de la province et pour son « immunisation » ainsi obtenue.

La monopolisation, au profit d'un groupe, de cette autonomie est l'un des facteurs expliquant la violence qui voit le jour dans les années 1970. Concernant le centre cependant, la violence émanant de la périphérie réactualise une vieille règle khaldounienne. Elle est, par sa nature centrifuge, exportatrice de conflictualité. Vieille règle, mais néanmoins une nouveauté pour le centre turc qui, des siècles durant, avait su produire un modèle capable de briser la « fatalité » khaldounienne<sup>55</sup>. En effet, dans l'Anatolie républicaine, les régions kurdes, dotées d'une dynamique tribale et d'une tradition insurrectionnelle, étaient les seules à s'opposer militairement au centre. Cette opposition n'avait marqué pourtant que les deux premières décennies de la République ; de plus, la possibilité, pour le centre, de faire juxtaposer sa « périphérie » contestataire et sa périphérie géographique lui avait permis de sauvegarder son « immunité ». Ailleurs, la périphérie turque n'avait pas, d'habitude, une dynamique contestataire se traduisant par une contestation militaire. La reconnaissance d'une certaine autonomie par le centre comme nous l'avons précisé, mais aussi l'appropriation du *dawa* par une hiérarchie religieuse centralisée (la fonctionnarisation des *ulémas*), avaient considérablement réduit ce risque. La militarisation des dynamiques des acteurs non-étatiques et périphériques dans les années 1970 constituait donc une nouveauté pour le centre et le rendait d'autant plus vulnérable.

<sup>55</sup> Nous nous inspirons naturellement d'une remarque d'Ernest GELLNER développée dans son *Muslim Society*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1983.

En effet, dans les années 1970, le centre se trouve dans l'impossibilité de contenir la violence dans sa périphérie géographique et perd rapidement son immunité. De plus, la périphérie contestataire s'avère marquée par un phénomène complexe de segmentarité que le centre sous-estimait jusque-là. Plusieurs éléments aggravent encore les effets de la contestation des périphéries et rendent la situation plus complexe que ne l'avait suggéré Ibn Khaldoun. L'urbanisation permet à la segmentarité de s'implanter au cœur même du centre. Ainsi s'établissent des quartiers de *gecekondu* (bidonvilles) notamment à Ankara et à İstanbul. Les réseaux familiaux permettent aux acteurs de se déplacer facilement de la périphérie vers le centre et inversement, provoquant ainsi une mobilisation qui dépasse le cadre de la province. Ce fait qui reste à étudier en détail mais sur lequel nous avons une quantité importante de statistiques et d'observations empiriques, se complète par l'invention de nouveaux réseaux d'information et l'explosion des médias, déjà à l'époque puissants<sup>56</sup>. Le réseau associatif est également un vecteur qui, sous forme d'« union » ou de « fédération » lie ces éléments. Enfin, l'ingouvernabilité du pays paralyse le centre dans ses instances de décision et fragilise davantage son immunité, remettant en cause sa légitimité au cœur même du pouvoir.

Pour toutes ces raisons, la mobilisation du groupe dépasse le terroir. Parfois par le biais d'un contrôle militaire analogue (violence de type milicien), la mobilisation élargit la construction du groupe pour le doter d'une dimension supraterritoriale. En effet, malgré la présence immédiate du centre, les *gecekondu* (bidonvilles) gagnent une autonomie analogue à celle des provinces dont ils sont issus. Les quartiers entiers se construisent sur la base de l'appartenance à un réseau (familial, clanique ou de *hemşehri*) et une foule d'informations atteste que nombre d'entre eux sont considérés et se considèrent comme des « zones libérées ». Les militants circulent entre les « provinces » et les quartiers de « *gecekondu* ». Les mêmes noms de rues, les mêmes affiches et graffitis décoorent les uns et les autres. Ce sont, dans certains cas, les mêmes chaînes

<sup>56</sup> Il s'agit bien entendu, essentiellement de la presse, et malgré les difficultés techniques de l'époque, du téléphone. Au cours des décennies 1980-1990, des médias plus perfectionnés (chaînes de radio et de télévision, fax, antennes paraboliques) se sont ajoutés à ces réseaux. Ainsi, les propos blasphématoires tenus par une chaîne de télévision à l'égard des alévis ont abouti à une mobilisation de cette communauté dans les heures qui ont suivi. De même, les affrontements entre la police et la population d'un quartier alévi à İstanbul qui ont fait plus d'une vingtaine de morts, ont été retransmis en direct par des chaînes de télévision.

d'autorités qui contrôlent les deux espaces. Ainsi, le déplacement de la localité à un niveau national et retour sont banalisés.

Cet élargissement du groupe concerne également la diaspora. Accompagnée d'autres modes d'action, la mobilisation du groupe permet l'intégration de la diaspora au niveau local en Turquie et les ressources qu'elle fournit deviennent un instrument de l'exercice de la violence milicienne. Certes, à l'époque du moins, la diaspora, qui ne connaît pas encore les grandes vagues d'asile politique des années 1980, n'est pas un lieu d'invention des matrices qui vont par la suite déterminer le pays d'origine<sup>57</sup>. Mais les courants radicaux y sont présents depuis les années 1960 et sont largement surreprésentés, formant ainsi une extension asymétrique de la vie politique turque.

Pour s'y implanter, les courants radicaux profitent certes d'un espace politique hors de tout contrôle étatique, que ce soit celui du pays d'origine ou du pays d'accueil, mais en même temps, ils reposent sur les liens qui lient les immigrés au terroir. Les réseaux familiaux ou le *hemşehri-lik* permettent l'émergence d'un contrôle social communautaire qui défie les frontières. Ces réseaux qui ne se laissent jamais complètement absorber par des « acteurs extérieurs » ne sont cependant guère étanches. Le recrutement d'un parent en Turquie ou d'un membre en diaspora entraîne une affiliation en cascade, permettant une transplantation facile des organisations radicales à l'extérieur. À titre d'exemple, dès 1976, les « idéalistes » disposent de 111 associations en Allemagne, comptant, selon le Comité de la Protection de la Constitution, quelque 26 000 membres. De même, les organisations de gauche ou le nationalisme kurde sont également surreprésentés dans la diaspora. Cette transplantation explique les affrontements mortels qui ont lieu notamment en Allemagne.

Les organisations politiques radicales tentent donc de se constituer un prolongement pur et simple à l'extérieur, de se doter d'un espace de souveraineté hors contrôle étatique. Mais ici comme en Turquie, le rôle de la doctrine est secondaire. Les structures organisationnelles ainsi mises en place se mettent au service du « terroir », de la communauté d'origine. Ainsi, de Bonn on passe à Çorum, de Paris, à Fatsa. À Yozgat par exemple, les « *Almanclar* » (littéralement : « allemanistes ») jouent un rôle capital dans la victoire électorale de l'extrême-droite. 10 % de la

<sup>57</sup> Le cas des Süleymancı qui ont dès le départ transformé la diaspora en un lieu d'action aussi important que la Turquie, est relativement exceptionnel.

population ont émigré en RFA et se rendent en masse pour voter dans leur ville d'origine, pesant ainsi lourdement dans la formation de l'espace politique local et national<sup>58</sup>. Leur retour n'apporte d'ailleurs pas uniquement des votes : les directives que le colonel Türkeş donne, le 9 mars 1975 à Ludwigshafen, à plus de 1 000 délégués de son parti nous éclairent sur les autres atouts qu'ils apportent : « — gagner de nouveaux compatriotes pour les enregistrer comme membres du parti ; — convaincre leurs proches et leurs parents d'adhérer au parti ou de voter pour lui ; — verser la cotisation mensuelle ; — acheter des actions de Gazetecilik AŞ, en cours de constitution ; — retourner en Turquie lors des élections si l'on dispose d'un véhicule particulier et se mettre à la disposition du parti pour participer aux campagnes électorales dans les villes désignées »<sup>59</sup>.

*Le phénomène milicien : une nouvelle fragmentation territoriale*

En 1979, Nezh Demirkent, vice-président de l'Association des Journalistes définissait ainsi les objectifs de la violence politique : « a) couper le lien unissant l'État à des groupes politiques avec lesquels il est en relation et qui assurent sa légalité ; b) transformer les groupes politiques avec lesquels les terroristes entretiennent des relations en une force, interdire les structures politiques existantes, substituer leurs propres liens à ceux de l'État »<sup>60</sup>.

Cette remarque explique certes la stratégie des groupes politiques radicaux de gauche et du Parti d'Action nationaliste de l'extrême-droite. Toutefois, elle ne permet guère de comprendre comment une autonomisation à la fois par rapport au centre et au système politique traditionnel bipolaire (AP/CHP) s'effectue, et comment celle-ci obéit mal à des « structures » de pouvoir (administratives, juridiques, économiques) mises en place par le centre au cours de la République kémaliste. Pour la compléter, il faudrait ajouter à cette remarque que les « groupes politiques » en question ne se heurtent pas moins à la dynamique segmentaire de la société qui fragilise déjà l'immunité de l'État. À travers la violence, c'est en effet la « centralité » d'une manière générale, et non

<sup>58</sup> *Cumhuriyet Seçim 1977, op. cit.*, p. 190.

<sup>59</sup> A. TÜRKES, *MHP ve Ülkücü Kuruluşlar Davası*, Ankara, Mayaş, 1987, p. 81.

<sup>60</sup> N. DEMİRKENT, « Türkiye'deki Terörün Boyutları, Gelişimi ve Çözüm Önerileri », in *Gazetecilik Cemiyeti, Türkiye'de Terör, Abdi İpekçi Semineri*, İstanbul, Gazeteciler Cemiyeti, 1979, p. 43.

pas uniquement la « centralité » du pouvoir qui s'effrite. En effet, sous le coup de l'émergence de groupes politiques ayant un projet « national », le « centre » perd son poids en tant que point nodal des structures politiques et administratives. Mais la centralité de ces groupes armés eux-mêmes est sujette à caution. Ceux-ci se réalisent déjà comme un État-bis et minent la centralité du pouvoir. Mais, à l'image de l'État, leur action et leur avenir sont lourdement hypothéqués par les dynamiques centrifuges qu'ils déchaînent. Les ambitions nationales des groupes politiques qui ont recours à la violence s'évaporent à leur tour dans la logique de la fragmentation et du terroir.

Toutefois, cette fragmentation n'est pas un processus d'éclatement et de reproduction à l'infini. Les dynamiques fragmentaires doivent, sous peine de perdre toute chance de durer, se dépasser à un moment donné et procéder à une construction. Ainsi, parallèlement au phénomène de « découpage territorial », qui se traduit par la délimitation des quartiers, nous assistons à la fabrication de micro-espaces, des « aires culturelles » homogénéisées. Les milices doivent inventer des zones plus ou moins larges, disposant des mêmes caractéristiques, qui peuvent les doter de territoires quasi autosuffisants, mais néanmoins circonscrits pour être facilement gérables.

Ainsi par l'action de la milice se créent des sous-ensembles marqués par la présence des mêmes protagonistes, qui subissent les mêmes contraintes militaires, avec des répercussions évidentes sur le domaine économique (le contrôle des réseaux de production et de redistribution), culturel (homogénéisation des ressources culturelles), religieux, etc. Ces sous-ensembles sont une innovation dans l'histoire de la Turquie. En effet, par le passé, l'affiliation à un segment n'était guère suffisante pour donner naissance également à un sous-ensemble géographique, tant les facteurs d'ordre économique et administratif gardaient leur fonctionnalité et tant la conflictualité du terroir pouvait être gérée par des mécanismes d'arbitrage internes au niveau local. Avec la milice, la plupart des sous-ensembles qui se créent n'héritent du passé ni historicité ni unité économique affirmée, encore moins une légalité administrative. En effet, Kars et Erzurum constituaient le seul sous-ensemble qui avait autrefois une existence géographique et économique. La zone ethniquement la plus homogène (à dominance kurmandj-sunnite) Diyarbakır-Urfa-Mardin n'avait aucune existence légale ou économique. Cizre, petite ville dépendant de Mardin, par exemple, se situait dans la continuité de Botan et au-delà, de la Jazirah syrienne. De même, la ville

d'Urfa s'inscrivait dans la dynamique historique et économique des villes d'Antep et de Maraş. Parler d'une Anatolie centrale, liant Ordu ou Fatsa aux dynamiques issues de Niğde ou de Yozgat aurait relevé par le passé de l'absurdité. Il en allait de même de la « zone rouge ». Historiquement et économiquement, Elazığ et Diyarbakır se situaient sur un même axe, alors qu'il n'y avait aucune raison, y compris géographique, d'établir un lien entre Maraş et Elazığ.

Les nouvelles entités régionales créées par l'action de la milice sont durables. Urfa, qui pour de multiples raisons ne s'est pas laissé intégrer dans l'axe Mardin-Diyarbakır<sup>61</sup> constitue certes une exception à cela. Mais elle est la seule. Désormais, dans les autres cas, ces entités ont un sens. Ainsi, ces redécoupages résistent à la disparition des groupes armés ou à leur dépassement par de nouveaux groupes, ou à des événements aussi importants que le coup d'État de 1980 qui passe comme un rouleau compresseur sur les régions en question. Encore aujourd'hui, le paysage politique de ces régions, tel que nous l'observons notamment à travers les résultats des élections municipales, est déterminé par des matrices de la période de la violence. Le MHP, notamment, reste la force majeure de la plupart des villes ici mentionnées comme l'ont montré les élections municipales de 1994.

Cela relativise considérablement la prétention des organisations-mères de donner naissance à des mouvements unifiés ayant des projets à l'échelle nationale. Certes, cette unité existe dans les quartiers généraux et donne un sens aux projets politiques dont la Turquie entière est l'ambition. Elle permet aussi aux militants de se réaliser comme une parcelle d'une lutte menée à l'échelle du pays. Toutefois, cette volonté est largement contrariée par la dynamique segmentaire du terroir et a peu de chances d'y devenir un motif d'action ou de mobilisation.

Ömer Laçiner, fin observateur du phénomène de la violence, était, avec Şerif Mardin, le seul auteur à remarquer ce fait à la fin des années 1970. Il notait que : « une situation de guerre, qui est largement ingérable par le seul centre, mettra au premier plan l'administration locale. Chaque région, coupée d'une information et d'une orientation centralisées, sera dans l'obligation de prendre des décisions par ses propres moyens »<sup>62</sup>.

<sup>61</sup> Le souvenir de la pratique du PKK dans les années 1970 semble avoir abouti à un rejet durable de cette organisation à Urfa.

<sup>62</sup> Ö. LAÇINER, *art. cit.*, p. 53.

Laçiner allait-il trop vite en besogne spéculative ? On peut lui objecter que la crise s'est dénouée non pas par une guerre civile, mais comme nous l'avons vu, par une intervention militaire. Il n'en reste pas moins qu'elle aurait pu se dénouer autrement et dans le seul cas qui a effectivement donné naissance à une situation de guerre, dans la région kurde, les dynamiques du conflit restent segmentaires et le nationalisme kurde est loin de constituer le seul motif de passage à la violence, encore moins, la seule affinité, capable de supplanter les autres appartenances de groupe. Une organisation hautement centralisée, le PKK, ne parvient pas, malgré des moyens de communication très sophistiqués (téléphone par satellite, etc.), à contrôler « sa » région ou à imposer ses décisions, y compris à ses propres chefs militaires<sup>63</sup>.

*Milices et politique : élargissement ou rétrécissement de l'espace politique ?*

Le dernier point que nous nous proposons de soulever concerne l'attitude des populations civiles face au phénomène des milices. Il s'agit

<sup>63</sup> Cette dynamique segmentaire qui résiste à la « centralité », qu'il s'agisse de celle du « centre » ou de celle de la contestation et qui aboutit à une prolifération des acteurs militaires, nous invite à revenir sur un thème important des sciences sociales : la notion d'acteur a-t-elle encore un sens ? Faut-il ou non suivre une démarche structuraliste pour faire disparaître l'acteur en le divisant à l'infini, en substituant des structures en mutation à l'acteur ? Ou faut-il, au contraire, « inventer » clairement les acteurs, quitte à risquer des schèmes dichotomiques, voire manichéens pour donner un sens à des phénomènes que nous observons à l'échelle du pays ? Appliquées à la Turquie, l'une et l'autre de ses démarches nous semblent être d'une portée limitée. En effet, la première omettra les constructions politiques qui se réalisent à une échelle locale et la construction de nouvelles entités régionales, alors que la deuxième démarche se trouvera emprisonnée par le discours des acteurs eux-mêmes et risquerait d'inventer ainsi des acteurs, compacts, conscients, mais qui n'existeront nullement sur le terrain, et qui nous réserveront bien des surprises par des volte-face étonnantes. Prenant le contre-pied de ces démarches, il nous faut constater que la fragmentation ne fait cependant pas complètement disparaître la notion d'acteur et qu'elle ne manque guère de produire de nouveaux acteurs durables. Le processus déclenché dans les années 1970 montre en effet que loin de s'enfermer dans une immuabilité ou dans une fatalité, les acteurs, bel et bien existants, sont capables de se multiplier, se dédoubler, mettre en place des stratégies de pouvoir *a priori* contradictoires. Ils ne sont pas des spectateurs passifs des moments de « discontinuités » (M. FOUCAULT, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 12), ils en sont également des acteurs. Ils ont enfin montré leur aptitude à gérer leurs différents niveaux d'appartenances et à naviguer entre le terroir et le national, entre les affinités primordiales et les constructions communautaires. Ils ont su maîtriser, tant bien que mal, les situations complexes qu'implique leur propre dédoublement. Cette capacité d'apprentissage de la durabilité explique que la période 1975-1980 n'ait pas constitué une simple parenthèse dans l'histoire contemporaine de la Turquie et que les événements majeurs des années 1980-1990 aient si peu affecté les acteurs de jadis.



d'une question complexe dont la réponse nécessiterait des recherches approfondies que nous n'entreprendrons pas ici. Précisons toutefois qu'elle doit prendre en considération au moins deux faits. Tout d'abord, la construction d'une entité communautaire et l'émergence d'acteurs nouveaux ne signifient nullement l'apparition de blocs monolithiques dans lesquels les autres affinités personnelles disparaîtraient. Les nouvelles entités qui se créent se superposent aux autres affinités (liens familiaux et claniques notamment), mais ne parviennent pas à s'y substituer ni à accomplir les mêmes fonctions. Comme nous l'observons à travers le cas de la région kurde, une certaine tension règne cependant entre cette construction et les autres appartenances. Les nouveaux acteurs peuvent alors choisir de briser ces affinités qui résistent à la reconstruction du groupe.

Deuxièmement, le phénomène de milice dépasse non seulement le conflit des générations, mais traverse aussi largement les frontières idéologiques de la contestation. La milice peut obtenir l'adhésion d'une communauté. Mais les mobiles qui poussent la communauté à se replier sur une structure faisant une large part à la « protection » et la « sécurité » ne sont guère limités à un seul groupe. Tous les groupes que nous avons mentionnés se trouvent face à une situation perçue comme une décadence. Le sens des notions de « protection » et de « sécurité » n'est d'ailleurs guère limité au domaine militaire comme nous le montre l'expérience de nombreux pays musulmans de nos jours. Quelle que soit leur affiliation idéologique, les milices s'inscrivent, comme le montre le syndrome de *bacı*<sup>64</sup> dans un même univers culturel et constituent une réponse à un même bouleversement des valeurs et des mœurs. La milice

<sup>64</sup> Le phénomène de « *bacı* » (de « sœur ») constitue également un élément important de l'ethos des militants des années 1970. En effet, la libéralisation des mœurs ainsi que les images érotiques véhiculées par la télévision et les films transforment la « femme » en un être fragile qu'il faut protéger. Cette protection est perçue, comme dans de nombreux pays musulmans aujourd'hui, comme d'autant plus urgente que l'honneur de la société et son authenticité passent par l'honneur de la femme. Mais cela n'est pas l'unique raison de cette appellation qui asexue toute femme en la plaçant hors de portée du désir masculin. Les années 1970 sont également les années d'un fort engagement féminin qui marque virtuellement toutes les organisations, de droite comme de gauche ainsi que les islamistes. Cet engagement qui apporte une présence féminine dans des organisations aboutit à la volonté de créer un espace neutre où les membres féminins jouissent d'une liberté d'action. La réglementation de cet espace est cependant porteuse d'une rigidité et de nombreuses frustrations. Plusieurs auteurs ayant participé dans les années 1970 aux activités de l'extrême-droite ont dénoncé par la suite ce phénomène comme responsable d'une culture sexuelle malade (cf. notamment, M. ÇALIK, « *Türk Milliyetçiliği Üzerine Bazı Tartışma Notları* », *Türkiye Günlüğü*, n° 16, 1991, p. 82-89).

apporte une réponse à une « carence éthique » aggravée par le milieu urbain et les médias. De même, la volonté des milices d'encadrer le domaine de l'enfance, de contrôler l'économie des ménages de sorte de l'épurer des « superflus », est signe d'un malaise ressenti *collectivement* à l'égard d'une société de consommation en cours de développement dont de larges secteurs de la société sont exclus et qui ne peut être combattue que par un nivellement par le bas. La contestation de cette génération se produit dans une période marquée par le bouleversement des hiérarchies sociales, l'accélération de la mobilité spatiale et sociale, et surtout par la socialisation des enfants et des jeunes. La reproduction du code et des valeurs culturels des « anciens » à travers cette nouvelle génération s'avère hautement problématique. En ce sens, la milice qui, par ailleurs, accentue davantage le déclin des valeurs et bouleverse radicalement les hiérarchies familiale et sociale, constitue néanmoins une réponse traditionnelle à la crise. Partant de la défense de ce qui est perçu comme « juste » parce que « traditionnel », elle finit cependant par imposer l'invention et la nouveauté.

Ces deux facteurs compliquent singulièrement l'étude des réponses des populations civiles à la crise, car elles semblent s'inscrire simultanément dans deux logiques, universelles s'il en faut, analysées respectivement par Charles Tilly et Hannah Arendt.

Suivant une démarche tillyienne<sup>65</sup>, nous pouvons analyser la milice en termes de mobilisation du groupe. Elle y parvient parce qu'elle s'appuie sur des générations jeunes, mais aussi parce qu'elle convainc le groupe dans son ensemble de la nécessité d'être protégé de l'extérieur. Cette fonction de protection est un élément clef *et* durable de la construction sociale. L'ingouvernabilité qui règne au centre est un atout décisif pour la milice car elle lui permet de convaincre *effectivement* le groupe que l'État n'est pas capable de satisfaire ce besoin de protection. L'État est aussi démissionnaire dans d'autres domaines : il ne peut répondre aux autres attentes du groupe telles que la promotion sociale, le partage du pouvoir, etc. L'État devient alors un organe parasite : il veut continuer à imposer la taxation et le recrutement, mais sans rien offrir en contrepartie.

Mais l'adhésion de la communauté ne s'explique pas uniquement par sa perception de l'État. Elle entretient aussi des liens organiques très forts avec la milice. Les membres de la milice font partie de la commu-

<sup>65</sup> Ch. TILLY, « War making and State Making as Organised crime », *op. cit.*, p. 169-191.

nauté. Ils sont fils et filles des familles, ce qui implique une charge affective et convainc facilement le groupe que la protection a un prix (taxation, prise en charge des militants, recrutement, autorité interne au groupe, homogénéisation des ressources culturelles, etc.). En s'imposant comme nécessaires, les milices gagnent une légitimité et une force de mobilisation conséquente comme nous l'observons à travers les manifestations ou les élections.

Mais, —et c'est ici qu'intervient l'analyse de la construction totalitaire par Hannah Arendt— les milices et les organisations politiques avec lesquelles elles sont en symbiose, ressemblent aux « sociétés secrètes établies au grand jour »<sup>66</sup>. D'une manière complémentaire à la protection, la capacité de mobilisation de la milice implique une coercition interne qui, en contrepartie, lui permet d'inventer des mécanismes de responsabilité collective et de gagner ainsi l'un de ses paris. En effet, la milice obtient largement la participation de la population au processus en cours en la rendant complice et en obtenant son silence au nom de la protection ou des liens organiques. La punition de la « trahison » et le silence du groupe par rapport à cette sanction sont le meilleur gage de cette participation. Il est interdit de quitter la « forteresse » menacée. Le colonel Türkeş expliquait remarquablement bien cette interdiction avec sa devise « abattez celui qui abandonne la cause, fût-ce moi-même »<sup>67</sup>. Les assassinats, dont les membres « réfractaires » des groupes politiques sont victimes, sont nombreux.

Ces éléments rendent forcément ambivalentes les relations entre la milice et le domaine politique. Initialement, l'émergence milicienne résulte certes de la volonté d'élargir l'espace politique, d'inclure ceux qui se situent en marge des prises de décision du centre. Il est aussi évident que le centre oppose une réponse relativement rigide à cette demande. Mais la forme dont l'intervention de la périphérie politique se vêt n'aboutit pas dans tous les cas au politique. Au contraire, cette irruption finit par restreindre davantage cet espace et le fait dépendre d'une logique militaire. L'irruption des générations devenues acteurs, mais incapables de s'intégrer dans l'espace politique, va de pair avec la volonté de brûler les étapes et monopoliser l'espace politique. Nous

<sup>66</sup> H. ARENDT, *Les origines du totalitarisme, Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, p. 102-103.

<sup>67</sup> Cet ordre a abouti, dans les années 1977 et 1978, à l'exécution de nombreux ex-militants de l'extrême-droite. Pour les témoignages cf. O. APAYDIN, *Kim Öldürüyor? Niçin Öldürüyor?*, İstanbul, Çağdaş Yayınları, 1978, p. 45-46.

avons vu que les générations aînées peuvent être prêtes à utiliser la dynamique de la jeunesse à des fins qui leur sont propres — notamment la monopolisation des ressources économiques et politiques —, mais là encore, en dernière instance, c'est la logique militaire qui semble l'emporter. Autant de facteurs empêchent la participation du « bas » afin d'élargir le champ politique ou de l'« adoucir » pour reprendre une notion chère à Mirabeau ou à Tocqueville. En effet, nous avons plutôt l'impression qu'à travers la milice c'est un monde largement « apolitisé » qui se met en place.

Par ailleurs, le pragmatisme des acteurs et la nécessité d'utiliser tous les biais pour monopoliser les ressources donnent naissance à des matrices politiques très complexes, obéissant à divers impératifs, aboutissant à des usages multiples de l'engagement politique que les acteurs maîtrisent remarquablement bien. Ces impératifs vont également dans le sens de la restriction de l'espace politique. Les acteurs investissent le domaine politique et se font représenter, non seulement à l'échelle locale, mais aussi à Ankara. Cette entrée dans la politique, nous le voyons clairement au cours des années 1970, aboutit certes à la désignation des trajectoires politiques à l'échelle nationale. Mais en contrepartie, elle assure au « politicien local » qui est l' élu, la pérennité de ses fonctions non-politiques. À titre d'exemple, l'élection des chefs tribaux kurdes leur permet d'assurer, vis-à-vis de l'intérieur, des fonctions qui ne sont nullement politiques<sup>68</sup>. De même, l'élection de « Hamido » à Malatya lui permet de s'inscrire dans un processus politique national, tout en lui donnant l'assurance de continuer à agir, à l'échelle locale, comme chef de la pègre.

Pour une autre raison également, ces matrices complexes aboutissent à un découplage radical des politiques locales et « nationales ». Semih Vaner parlait en 1984 de la « non-transformation en mouvement social » en citant A. Touraine : « Dans une situation de crise généralisée les représentants sociaux en conflit forment un monde clos. Des idées, des images, des objets s'opposent sans que leur opposition reconnaisse un

<sup>68</sup> Nous faisons ici l'hypothèse que tout rapport social, et encore plus, de domination n'est pas par essence politique. Nous nous situons ainsi à l'opposé de la tradition Clastres-Balandier. En effet, si cette tradition a eu le mérite d'interroger les sociétés dites traditionnelles à la lumière de la théorie politique, elle n'est pas parvenue à répondre à la question que soulève cependant à juste titre P. Clastres « s'il y a du politique partout, il n'y en a nulle part », P. CLASTRES, *La Société contre l'État*, Paris, Éditions du Minuit, 1974, p. 18.

champ commun»<sup>69</sup>. Plus près de nous, et sans se référer au cas turc, M. Wiewiorka analysait le même phénomène en termes d'« inversion » correspondant à un processus où le « principe d'identité » devient désormais un « appel à un être, une essence, une figure abstraite ou mythique » ; du « principe d'opposition » qui risque alors de se « transformer en image de la guerre » plutôt que de « désigner l'adversaire » ; du « principe de totalité » qui « aboutit à la domination de l'appel à l'absolu, au tout ou rien, et [à] la nécessité impérieuse de briser l'ordre actuel »<sup>70</sup>.

Or, une milice n'est pas un simple groupe révolutionnaire comme l'aurait dépeint Dostoïevski et dans son cas, ni le « monde clos », ni le phénomène d'inversion ne sont complets. Comme nous l'avons expliqué, les liens organiques et affectifs forts qu'elle entretient avec « sa » communauté réduisent singulièrement les risques de marginalisation d'une milice, et ce, presque indépendamment du degré de coercition qu'elle exerce. De plus, les acteurs n'entretiennent nullement les mêmes sortes de relations avec leur communauté clientélisée et avec l'État. Même marginalisée et en plein phénomène d'inversion dans ses relations avec sa communauté, une milice n'aurait pas recours à une politique d'« inversion » par rapport à l'État ou à l'invention d'un « monde clos » qui le couperait du centre. Comme nous l'avons précisé, même radicale, la milice ne cherche guère à se substituer à l'État central, mais à s'imposer à l'échelle locale, à obtenir de l'État la reconnaissance de ce fait. Un groupe armé qui parvient à s'imposer dans sa région et faire accepter cela par le centre n'aurait aucun intérêt à continuer de s'opposer à l'État.

*En guise de conclusion: la réponse des populations civiles et le coup d'État de 1980*

Au terme de cette étude, il convient de récapituler en quelques lignes : les constructions néo-communautaristes que nous observons dans les provinces dites « sensibles » de la Turquie des années 1970 se sont réalisées par une violence milicienne. L'importance croissante, tant politique qu'économique, du chef lieu de la province a porté à leur paroxysme les conflits locaux, aboutissant à la militarisation des dynamiques segmentaires. Cette violence a durablement remodelé le paysage politique, voire humain de ces provinces. Les acteurs provinciaux ont essayé, par des stratégies violentes, d'investir le « terroir » et y monopo-

<sup>69</sup> S. VANER, *art. cit.*

<sup>70</sup> M. WIEWORKA, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p. 18-19.

liser les ressources politiques et économiques. Parallèlement cependant, et sans développer des projets politiques globaux, ils ont développé des stratégies d'alliance au niveau étatique, voire au-delà, transfrontalier par l'inclusion de la diaspora. Le blocage du système politique qui s'est traduit par une ingouvernabilité chronique a facilité le passage à la violence à l'échelle locale et permis, notamment à l'extrême-droite, d'exploiter les dynamiques centrifuges de l'Anatolie provinciale.

Au-delà de cette conclusion « classique », cependant, il convient de s'interroger sur la fin de cette expérience milicienne — et au-delà, de la « période de la terreur ». Partons d'une observation empirique d'ordre général : l'adhésion d'une communauté à la violence peut ne pas suffire pour assurer à une milice une pérennité *en tant que* force armée. Plusieurs facteurs semblent expliquer ce fait : le prix de l'engagement risque d'être très élevé et les communautés (et non pas une seule) peuvent se sentir proches d'un seuil au-delà duquel la violence n'est plus possible, plus porteuse, ou encore, devient contre-productive pour l'ensemble de la société. Une population ou une communauté peut ne pas accepter le coût d'une violence toujours plus élargie, et ce, surtout dans une situation de crise politique, morale, et économique aiguë. Sans sacrifier les « siens », le besoin d'une protection plus efficace, probablement plus impartiale, et moins coûteuse en vies humaines et en tensions se fait alors sentir. Qui dit « besoin » dit « consentement », mais aussi « crainte ». Selon une formule consacrée en Turquie de l'époque, « lorsque les armes parlent, c'est celui qui en a le plus qui détermine le jeu ».

C'est probablement pour cette raison que le coup d'État de 1980, qui par ailleurs eut un impact retentissant en Turquie, ne rencontra pas d'opposition. En effet, la « peur » engendrée par l'intervention de l'armée, la seule force communément considérée par la population comme « impartiale », fut acceptée comme relativement moindre par rapport à celle que faisaient régner les groupes armés. Force est de reconnaître que le coup d'État répondait au désir de larges pans de la population de voir émerger une société largement apolitique, chapeauté par un pouvoir fort. Cela n'était pas seulement vrai à İstanbul ou à Ankara, les centres névralgiques du pays. Dans les « zones sensibles » également, les généraux ont trouvé un appui auprès de ceux qui *a priori* devaient leur être hostiles. Pour les alévis qui ont subi, avec le coup d'État, une « sunnitisation » musclée de la société, il s'agissait d'un

moment de répit, de protection étatique, par la non-agression, contre les groupes d'extrême-droite. Dans les régions kurdes, le coup d'État a semé la terreur et a poussé à un niveau sans précédent les mesures d'interdiction de la culture kurde. Si malgré cela, dans un premier temps la population kurde a soutenu l'intervention de l'armée, c'est parce qu'elle mettait un terme aux affrontements entre le PKK et les KUK qui impliquaient désormais des bilans impossibles à gérer.

On peut alors légitimement penser que même l'affiliation à un réseau exerçant la violence et protégeant par là même les membres d'un groupe donné de la violence ne suffit pas pour empêcher l'adhésion à une autorité forte, à condition que celle-ci permette au groupe de survivre ou de disposer d'un moment de répit.

Autrement dit, dans une logique toute hobbesienne que J.B. Rule évoque à propos de la Turquie de 1980<sup>71</sup>, un groupe donné peut avoir besoin de l'État (ou en l'occurrence, de l'un de ses organes, l'armée) comme la seule instance légitime et détentrice de la violence, non pas pour s'y reconnaître et pour instaurer un espace politique consensuel, légitimant et réglant les conflits, mais pour mieux survivre, se renouveler et panser ses blessures. Dans ce jeu l'État, du coup, trouve une source de légitimité toute nouvelle que sa représentativité en tant qu'institution *per se* ou sa reconnaissance internationale ne lui apporteraient guère.

Mais comme celle de la violence milicienne, cette légitimité est loin d'être continue et assurée une fois pour toutes. L'État, pas plus que les acteurs contestataires, n'obtient pas de légitimité en raison de sa seule qualité d'État. À travers son exemple, nous observons qu'il n'y a guère de légitimité liée à la doctrine défendue par l'un ou l'autre, mais une légitimité situationnelle, ne disparaissant jamais complètement, mais dont la croissance ou la décroissance s'expliquent par les besoins, sans cesse objet de négociations, se situant au croisement des bénéfices assurés et du coût à payer.

L'analyse du coup d'État de 1980 dans la longue durée nous éclaire sur ce sujet. L'État, dans un sens presque suprasocial, réduit à sa composante militaire, a gagné la bataille du 12 septembre et a pu mettre un terme à l'expérience des « zones libérées ». En utilisant un degré sans précédent de coercition, en procédant à de multiples arrangements (légi-

<sup>71</sup> J.B. RULE, *Theories of civil violence*, Berkeley/Los Angeles/Londres, Univ. of California Press, 1988.

timation, autant par le kémalisme que par l'islam, voire occasionnellement par l'alévisme) et au prix de multiples dérogations au kémalisme, il est parvenu à mettre un terme à l'existence des groupes armés. Mais indépendamment de ce succès, l'épreuve de la « période de la terreur » montrait déjà, pour qui voulait le voir, à quel point l'État était affaibli et privé de contrat social le liant à sa société.

Murat Belge remarquait, dès le 6 janvier 1979, à savoir, quelques jours après les massacres de Maraş et près de deux ans avant l'intervention militaire, que : « cet affrontement ne semble pas pouvoir connaître une fin par un remodelage de la société par des autorités traditionnelles. L'État qui est la source et l'institution de cette autorité traditionnelle s'est éloigné de sa structure classique »<sup>72</sup>.

Vingt ans après le coup d'État, la remarque de Murat Belge a survécu à l'épreuve du temps. En effet, l'État a pu mettre « de l'ordre » dans « sa » société, mais il n'est nullement parvenu à mettre un terme à l'existence des groupes qui ont marqué la scène politique locale dans les années 1970, encore moins à se reconstituer en autorité — « arbitre ». Mise à part l'Anatolie centrale conquise successivement par le parti social-démocrate SHP (à la faveur des restrictions politiques), et à sa suite par le RP islamiste, mais où le MHP — extrême-droite — continue à être très actif au sein de la population sunnite et parfois en symbiose avec le RP, la matrice politique des années 1970 continue à dominer la scène politique. La « zone rouge » reste la chasse gardée du MHP, où nous observons un surarmement, cette fois-ci, officiellement assuré par l'État, de la population sunnite. Il continue ainsi à garder ses bastions électoraux — comme Elazığ — dans une zone en grande partie kurde et à jouir du soutien de son électorat kurde-sunnite. Cela réduit considérablement le champ de manœuvre du PKK, par ailleurs contraint de se replier pour d'autres raisons sur une population essentiellement kurmandj et sunnite. De même, nous observons une symbiose entre l'extrême-droite et le parti conservateur DYP et parfois le parti islamiste. Dans la région kurde, mis à part à Urfa, si les KUK ont disparu, le PKK continue de jouir d'une présence réelle, en impliquant de nombreuses milices, appelées comme telles par cette organisation. Ces milices sont en concurrence également avec celles des Hizbullahi dont une partie est soutenue par le centre, et des milices paragouvernementales, en principe tribales, mais de plus en

<sup>72</sup> « Maraş'ın Dehşeti ve Türkiye'de Kültür », repris in M. BELGE, *Tarihten Güncelliğe*, İstanbul, Alan Yayıncılık, 1983, p. 43.



plus installées dans le milieu urbain (Cizre, Nüsaybin, Şirnak, Batman, etc.). De même, si l'extrême-droite ne domine pas la municipalité d'Erzurum, elle s'y trouve en symbiose avec d'autres formations politiques et dispose des moyens politiques et surtout militaires qui lui sont assurés par l'État. Elle y constitue la force majeure de la droite. La région Kars-Erzurum connaît la même division kurdo-turque, impliquant un surarmement, parfois officialisé par l'État central. Enfin, l'exode rural des années 1980-1990 continue à implanter les périphéries en plein centre, donnant lieu à des situations d'autonomisation, voire d'insurrection comme celle qui a fait plus d'une vingtaine de morts dans le quartier de Gaziosmanpaşa à İstanbul le 12 mars 1995.

Le couple « mobilisation-protection » continue à dominer ces régions, voire au-delà, des quartiers entiers d'İstanbul, d'İzmir et d'Ankara et la diaspora en Europe même si la gestion de la violence est loin de prendre les mêmes modalités en Anatolie et en Europe. Le phénomène milicien, sous une forme active ou latente, semble s'imposer bien plus clairement dans la Turquie des années 1990 que dans celle des années 1970. Une fois de plus, c'est l'autonomisation et la militarisation des dynamiques centrifuges par rapport au centre qui dominent. Toutefois, l'État fait figure, plus qu'auparavant, de bailleur de fonds, d'allié voire d'acteur comme nous l'observons à travers la destruction des villages alévis à Sivas. Il entre plus consciemment dans ce jeu communautaire.

Reste que pour les acteurs ainsi promus « alliés » de l'État, les concessions du centre sont loin d'être suffisantes et satisfaisantes. La concession est toujours signe de faiblesse de l'autre et d'affirmation de soi car l'acteur qui l'obtient occupe une place incontournable. De plus, l'État qui se décharge ainsi de la « protection » est loin et peut « nous abandonner ». Il peut, à un autre moment, se tourner « contre nous »<sup>73</sup>. Pour toutes ces raisons, la surmilitarisation concédée par l'État à des régions entières de la Turquie ne doit pas être considérée comme un surcroît de légitimité apportée au centre, encore moins comme une mise en place de milices « para-Étatiques », mais plutôt comme un jeu de négociations et de légitimations complexes dont le centre n'est nullement le maître.

<sup>73</sup> La symbolique de l'État s'est en effet davantage dégradée au cours des années 1980, et ce, dans toutes les couches de la société. Ainsi, un auteur islamiste, M. Doğan précise : « par le passé notre révolte contre l'État-Père était probable, maintenant, ce qui est probable c'est que lui, il nous trahisse », M. DOĞAN, *Halka Karşı Demokrasi*, İstanbul, Beyan Yayınları, 1988.

- AP (Adalet Partisi, Parti de la justice), parti conservateur, dirigé par Süleyman Demirel. Interdit par le régime militaire du 12 septembre 1980 (pour son successeur voir DYP).
- CHP (Cumhuriyet Halk Partisi, Parti Populaire républicain), social-démocrate, dirigé par Bülent Ecevit. Interdit par le régime militaire du 12 septembre 1980 (pour son successeur voir SHP).
- DP (Demokrat Partisi, Parti Démocrate), au pouvoir de 1950 à 1960, ancêtre d'AP.
- DP (Demokratik Parti, Parti démocratique), issu d'une scission interne d'AP, dirigé par Ferruh Bozbeyle. Interdit par le régime militaire du 12 septembre 1980.
- DISK (Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu, Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires), deuxième force syndicale de la Turquie.
- DYP (Doğru Yol Partisi, Parti de la Juste Voie), conservateur, fondé dans les années 1980, dirigé successivement par S. Demirel et T. Çiller.
- MHP (Milliyetçi Hareket Partisi, Parti d'Action nationaliste), d'extrême-droite, dirigé par Alparslan Türkeş. Interdit par le régime militaire du 12 septembre 1980.
- MGP (Milli Güven Partisi-Parti de la Confiance nationale), kémaliste, dirigé par Turhan Feyzioğlu. Interdit par le régime militaire du 12 septembre 1980.
- MSP (Milli Selamet Partisi-Parti du Salut national), islamiste, dirigé par Necmettin Erbakan. Interdit par le régime militaire du 12 septembre 1980 (pour son successeur voir RP).
- MC (Milliyetçi Cephe-Front nationaliste), front de coalition des partis de droite, au pouvoir de 1975 à 1978.
- RP (Refah Partisi, Parti de la Prospérité) islamiste, fondé dans les années 1980, dirigé par Necmettin Erbakan.
- SHP (Sosyal Demokrat Halk Partisi, Parti Social-démocrate du Peuple), fondé dans les années 1980, dirigé successivement par E. İnönü et M. Karayalçın.
- TBP (Türkiye Birlik Partisi, Parti d'Unité de la Turquie), de gauche, regroupant essentiellement les alévis, périclité à la fin des années 1960.
- YTP (Yeni Türkiye Partisi, Parti de la nouvelle Turquie), influent dans la région kurde, périclité dans la deuxième moitié des années 1960.
- TİP (Türkiye İşçi Partisi, Parti ouvrier de Turquie), de gauche, influent, entre autres, dans la région kurde, décline lors des élections de 1969.

### **Annexe n° I: VIOLENCE ET MILICE DANS LES ZONES SENSIBLES. QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES ET SPATIAUX**

#### **L'Anatolie centrale :**

Dès le début de la période de la terreur, les « idéalistes », issus des milieux sunnites, parviennent à imposer leur domination à Yozgat et à Niğde. Les élections municipales de 1977 consacrent ce succès. Il n'en va pas de même

ailleurs dans le centre anatolien où le groupe alévi fait preuve d'une grande capacité de résistance. Yozgat et Niğde continuent cependant à fournir l'essentiel de la dynamique du groupe sunnite dans la région. Les deux villes servent de base arrière aux « idéalistes » d'ailleurs et font figure de zones « libérées ».

Pour suivre l'évolution dans cette région, nous prendrons deux cas : Çorum et Fatsa (dépendant de la préfecture d'Ordu). À Çorum, les quartiers des alévis et des sunnites, contrôlés par des groupes armés de droite et de gauche, sont séparés. Les populations ne se mélangent pas non plus. La ville connaît constamment des troubles depuis 1975. En novembre 1978, les spéculations sur le bombardement d'une mosquée provoquent une vaste attaque de la part des « idéalistes ». Le 27 mai 1980, une centaine de membres du MHP proteste contre l'assassinat, à Ankara, de Gün Sazak, l'un des hommes clefs du MHP, et détruit les boutiques des « gauchistes » (donc des alévis). Après quelques jours d'accalmie, le 31 mai, les troubles recommencent : deux policiers sont tués. Le 4 juin, les attaques des « idéalistes » contre les quartiers alévis s'intensifient et on dénombre sept morts. Le 6 juin, 600 familles aléviées sont contraintes de quitter la ville. Le 7 juin il y a déjà cinquante morts. Entre le 4 et le 7 juillet, on compte de nouveau une quinzaine de morts, et on assiste à un exode massif des alévis. Les militants de gauche répondent cependant aux attaques, prenant également pour cible les commerces des sunnites : bilan, six morts, dont deux policiers. Les troubles se répandent rapidement dans les villages environnants. Le 4 août, nouveau coup des « idéalistes », qui mitraillent un café tenu par des alévis : bilan : huit morts<sup>74</sup>.

À Fatsa, ville dépendant du chef lieu de département Ordu, c'est la gauche qui domine. Dans cette ville symboliquement chargée (M. Çayan et ses amis y ont été abattus par la police en 1972<sup>75</sup>), un candidat de Dev-Yol, Fikri Sönmez<sup>76</sup> gagne les élections municipales partielles de 1979 et crée, selon la formule du général Evren « un État à sa manière »<sup>77</sup>. Les comités du quartier, composés de trois à six membres, contrôlent la ville et en assurent la protection contre l'extérieur, notamment les commandos *idéalistes*. Chargés aussi de résoudre les problèmes internes au quartier, ces comités trouvent dans la municipalité une instance suprême d'arbitrage des conflits. Ils réglementent par ailleurs la vie du quartier et ses mœurs. Les comités interdisent la consommation d'alcool et les jeux de hasard ; Ils décident aussi de s'armer « pour assurer leur propre défense ». L'administration centrale, la police et la justice bien entendu, mais aussi l'hôpital, sont totalement boudés par les habitants<sup>78</sup>. Des centaines de personnes sont impliquées dans l'administration paral-

<sup>74</sup> Pour une chronologie détaillée, insistant également sur des enjeux tels que la réappropriation des biens des alévis contraints au départ, cf. Sadık ERAL, *Çaldıran'dan Çorum'a Anadolu'da Alevi Katliamları*, İstanbul, Ant Yayınları, 1995.

<sup>75</sup> Figure emblématique de la gauche radicale dans les années 1970, Mahir Çayan était le fondateur du Front de Libération Populaire de Turquie.

<sup>76</sup> Le couturier Fikri Sönmez est mort sous la torture lors du régime militaire du 12 septembre.

<sup>77</sup> K. EVREN, *op. cit.*, p. 462.

<sup>78</sup> Les accusés répondent devant le tribunal militaire : « Or, cet événement a un double aspect. Fatsa en est un, mais Maraş, Yozgat et Erzurum en constituent un autre. La mise

lèle qui se met en place (800 personnes sont traduites devant la justice dans le procès dit de « Fatsa »). Ce système est brisé en août 1980 par la collaboration des militaires et des « idéalistes » contraints de quitter la ville et de se réfugier dans les villages avoisinants ou dans les régions de l'Anatolie centrale qu'ils contrôlent. La tête couverte de cagoules noires, ils servent de guides aux forces de l'ordre qui occupent la ville et procèdent à de nombreuses arrestations. Bülent Ecevit qualifie cette mainmise d'« occupation fasciste ». Le 28 août 1980, les « idéalistes » lui répondent à coup de tracts : « Brave nation turque, héroïques habitants de Fatsa. Désormais, nous riposterons au martyr de chacun de ceux qui suivent nos idéaux dans les villages, par [plusieurs exécutions] dans la ville. Nous n'avertissons pas, nous menaçons »<sup>79</sup>. Dans la ville ainsi « cassée », ce sont désormais des « Loups gris » (et non pas les forces de l'ordre) qui assurent l'ordre, amenant de nouveaux exodes massifs de la population alévie et une vague de migration vers l'Europe.

### La zone rouge

Dans la zone rouge, l'AP (parti conservateur) reste la force dominante de la vie politique, mais il est étroitement lié à l'extrême-droite. Elazığ et Erzincan sont, quant à elles, contrôlées par l'extrême-droite. Dès le lendemain des élections de 1973, le terrain est conflictuel dans cette région où l'AP et le Parti Républicain du Peuple s'affrontent. L'extrême-droite en profite pour se constituer en force de frappe d'AP. En février 1974, les manifestations de CHP (Parti républicain du Peuple) sont ensanglantées par les militants de l'extrême-droite. Le même scénario se répète en février 1975. En septembre 1975, le convoi d'Ecevit est de nouveau attaqué à Elazığ : bilan : cinquante blessés, dont quatre grièvement. Le pouvoir définit ces attaques comme « la réaction légitime de la nation turque contre les meetings qu'elle ne peut plus supporter »<sup>80</sup>.

La situation se calme dans les villes d'Elazığ et d'Erzincan lorsque le MHP (extrême-droite) parvient à contrôler totalement la municipalité, interdisant l'accès aux militants de gauche. Les populations aléviées sont exclues des centres villes. L'intimidation est de règle, tout comme les assassinats individuels. Ailleurs, la situation est plus explosive. À Sivas, cantonnés dans le quartier Alibaba<sup>81</sup>, les alévis sont virtuellement coupés du reste de la ville. L'arrivée des « jeunes révolutionnaires », dont l'inscription à l'École normale est refusée à Bingöl ou à Tunceli, leur donne les moyens de résister contre les « Idéalistes ». Le 3 septembre 1978, les affrontements, dont les circonstances restent mal

en accusation d'une seule partie signifie la défense de l'autre » *Tarih Bizi Faşizme Karşı Örgülenenmediğimiz İçin Suçlayacaktır. Ankara Devrimci Yol Davasında İdam Talebiyle Yargılanan Devrimcilerin Bir Dönemi Yargılayan İfadeleri*, Köln, s.d. (1983), p. 21. Les auteurs, accusés d'appartenir à l'organisation Dev-Yol, citent Süleyman Demirel à propos de Fatsa : « Laissez tomber le cas de Çorum, intéressez-vous plutôt à Fatsa » (p. 142).

<sup>79</sup> Cité par M. SOYSAL, *op. cit.*, p. 22.

<sup>80</sup> A. İPEKÇİ, éditorial du 25.2.1975 repris in A. İPEKÇİ, *Barış, Demokrasi, Özgürlük*, İstanbul, Adam Yayınları, 1982, pp. 259-261.

<sup>81</sup> Rapport de T. KORALTAN et Tahsin TÜRKKAY, in N. ILICAK, *Makaleler II, 1978*, İstanbul, Kervan Yayınları, 1980, p. 444.

connues, mais qui semblent avoir débuté par une attaque venant des quartiers alévis, aboutissent à la mort de neuf personnes. Cent cinq personnes sont blessées, des centaines de commerces sont incendiés. Ces affrontements sont cependant loin de changer le *statu quo* et la division de la ville continue.

À Malatya, nous assistons à une situation analogue. Dans cette ville, Hamid Fendoglu dit « Hamido », homme de la pègre, proche du MHP, est élu maire sur la liste du parti conservateur en 1977. La mairie devient alors la forteresse des « Loups gris », le lieu d'institutionnalisation et de légitimation du contrôle des « idéalistes ». Aller à la mairie, notamment pour les populations aléviées, devient une épreuve.

Hamido est tué par un colis piégé, le 19 avril 1978. Ce meurtre dont les circonstances resteront à jamais obscures, provoque des affrontements meurtriers, poussant les alévis à un repli sur eux-mêmes. En quelques jours, les quartiers alévis de Çılsız, Beydağlar, Cemal Gürsel, Özalper, déjà coupés du reste de la ville, sont attaqués par les « idéalistes ». Dans le quartier sunnite de Sıtmapınar « la population s'arme ». Les partis de droite appellent au djihad<sup>82</sup>. Les alévis sont accusés d'avoir empoisonné les puits. Analysant les affrontements, M. Toker note : « Pourquoi Hamid Fendoglu ? Il s'agit d'une région dont la société est malade. Les clivages confessionnels ont dépassé toute mesure. Les masses sont prêtes à se battre. C'est une région où le séparatisme ethnique organise les derniers tests avant la division de l'État ». Selon cet auteur, présenter les événements comme des affrontements entre la gauche et la droite ne revient pas uniquement « à se mettre la tête dans le sable, mais aussi à l'ignorance et à la trahison »<sup>83</sup>. Là encore, les affrontements qui font plusieurs morts et des dégâts matériels importants (plus de 600 boutiques appartenant aux alévis sont détruites) ne parviennent guère à changer le *statu quo* et la division des quartiers reste une donne de l'occupation de l'espace.

Dans la province de Maraş, les alévis se retrouvent essentiellement dans des sous-préfectures comme Pazarcık. Au chef-lieu de la province, les alévis sont concentrés dans les quartiers de Yörükselim et Yenimahalle. Le rapport d'état-major de la gendarmerie en 1978 sur la ville est alarmant<sup>84</sup> : « l'attitude de l'AP et de MC a abouti à la domination de la majorité sur la minorité : celle du CHP à la domination de la minorité sur la majorité ». Ce rapport accusait la police d'être composée de membres du Pol-Der (Union des Policiers, de gauche) et d'alévis. Les entreprises étatiques auraient surtout recruté des « citoyens alévis ».

Ce document est cependant à prendre avec bien des précautions car le maire, l'homme clef de la ville, élu sur une liste conservatrice, est proche de l'extrême-droite. Là encore, la mairie sert d'instance de coercition et de contrôle institutionnalisés des Loups Gris. Le Premier Bureau de la Police de Kahramanmaraş note, dans un rapport du 25.9.1978 que : « les dirigeants d'AP et de MHP conti-

<sup>82</sup> Yılmaz GÜMÜŞBAŞ, « 19 Nisan 1978 », 1978-1979 *Cumhuriyet Yıllığı*,

<sup>83</sup> M. TOKER, *Not Defterinden. 1973 Seçimlerinden 12 Eylül'e*, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1981, p. 243.

<sup>84</sup> Rapport cité par Kenan EVREN, in *Kenan Evren'in Anıları*, İstanbul, Milliyet Yayınları, 1990, p. 232.

nuent leurs activités en faisant entrer dans la ville... la jeunesse idéaliste et en attisant le conflit alévis-sunnite »<sup>85</sup>.

Les événements les plus graves commencent le 21 décembre 1978 par l'assassinat de deux enseignants de gauche. Il s'agit d'un acte délibéré qui s'inscrit dans la stratégie de renversement du gouvernement d'Ecevit, mais qui montre aussi l'importance des mobilisations de groupe à l'échelle locale. Le lendemain, le maire commente l'événement : « un enfant musulman, fidèle à sa religion, a tué ces communistes. Les alévis, qui sont sans religion et communistes, projettent d'incendier demain la Grande Mosquée. Oh ! Les Musulmans. Ce n'est pas un jour de repos. Réunissons-nous dans la Grande Mosquée, battons-nous pour Allah ». La symbolique de la Grande Mosquée est importante, car, avec la mairie, elle constitue un repère dans la ville, où les alévis qui d'habitude ne prient pas, organisent également des cérémonies de funérailles. Le maire s'oppose à cette cérémonie : « Nous ne permettrons pas que les cadavres de ceux qui ne fréquentaient pas la mosquée de leur vivant pénètrent ce lieu saint ».

Le noyau dur des « idéalistes », se regroupe autour de la mairie et obtient un renfort de villes avoisinantes. Ainsi, dès le 21, plus de cinquante « idéalistes » entrent dans la ville. Le 22, les haut-parleurs de la mairie lancent la campagne : « pour Allah, le *djihad* a commencé » ; « les communistes rouges martyrisent nos coreligionnaires » ; « les alévis rouges ont incendié la Grande mosquée » ; « ils coupent les seins de nos femmes ». Un *muhtar*, encore un dirigeant élu, montre son fusil automatique et appelle les gens « à se battre pour l'amour de Sütçü İmam », héros de la ville qui avait commencé la lutte contre l'occupant français pendant la Guerre de l'Indépendance. Un autre *muhtar* demande « oh ! Les nationalistes ! Qu'attendez-vous ? Le maire distribue des armes dans la ville. Prenez votre couteau ou votre hache ; battez-les ». Parmi les slogans scandés par les « manifestants » figurent, selon l'acte d'accusation, les suivants : « Que ceux qui aiment leur Dieu tuent les alévis » ; « Dehors les alévis communistes. Votre fin est arrivée. La plaine de Maraş, foyer des Loups gris » ; « Mort aux communistes et aux *kafirs*. N'arrêtez pas les musulmans » ; « abattez les communistes, ouvrez le feu, tuez les alévis. Qu'il ne reste pas de témoins »<sup>86</sup>.

Le bilan s'élève officiellement à cent onze morts (officieusement, à plusieurs centaines<sup>87</sup>). La description des scènes, telles qu'elles sont relatées dans l'acte d'accusation, permet également de réévaluer considérablement à la hausse ce bilan<sup>88</sup>.

<sup>85</sup> Cf. pour des témoignages, M.E., « Kahramanmaraş faşist katliamından Bazı Çizgiler ya da Güneş ne Zaman Doğacak ? », *Yeni Ülke*, n° 8, 1979, pp. 252-267.

<sup>86</sup> *Ibidem*.

<sup>87</sup> Cf. T.C. ADANA, K. MARAŞ, G. Antep ve Urfa İlleri Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri savcılığı, *Iddianae ve Soruşturmaya Yer Olmadığı Kararı*, Adana, 1979.

<sup>88</sup> Ökkeş Kenger accusé numéro un des massacres, a failli devenir maire de la ville en 1987. Il a été élu député sur la liste de MGP avant de mourir accidentellement en 1994. Pour son autobiographie dans laquelle il accuse la gauche d'être responsable des massacres, cf. Ökkeş KENGER, *Kahramanmaraş Olaylarının Perde Arkası*, Ankara, Doğuş Yayınları, 1989.

## Kars-Erzurum

Ce sous-ensemble est officiellement marqué par la division conservateur/républicain, mais dans les deux cas, ces formations vivent en symbiose avec les « nouveaux venus », la gauche (kurde et turque) et la droite radicales.

Erzurum était déjà connu comme « le lit des idéalistes ». La présentation d'une pièce de théâtre en 1975 avait suscité leur réaction et abouti à une situation insurrectionnelle, justifiée par le parti islamiste d'Erbakan<sup>89</sup>. Dès cette période les rapports signalaient que les « idéalistes ne laissent pas entrer dans la ville ceux qui ne sont pas des leurs. Ceux qui passent outre le font à leurs risques et périls »<sup>90</sup>. Les gens de Doğu Beyazıt et de Kars ne peuvent en effet pénétrer à Erzurum et à İğdir. En contrepartie, l'accès à Kars et à Doğu Beyazıt est interdit aux habitants d'Erzurum et d'İğdir. Les « idéalistes » considèrent Kars comme la « forteresse des communistes » et Erzurum comme leur « zone libérée » ; pour les « révolutionnaires », Erzurum était « sous occupation fasciste ».

La ville d'Erzurum est divisée en deux, entre les azéris immigrés<sup>91</sup> et les tribus kurdes<sup>92</sup>. La volonté des Kurdes de s'installer dans la ville même polarise la

<sup>89</sup> Dans une déclaration hautement provocatrice, la branche locale des MSP écrit : « cette pièce se moque des valeurs religieuses, nationales et morales de la grande nation turque. Elle est de nature à abuser l'ouvrier croyant turc. Dans la dernière scène de la pièce, on brûle le Cor'an. La jeunesse croyante et éveillée de notre Erzurum a voulu montrer, une fois de plus, et d'une manière catégorique, qu'elle n'autorisera personne à porter atteinte aux valeurs auxquelles la population attribue un caractère sacré. Si bien qu'elle s'est réunie dès les premières heures de la matinée devant le Centre d'Éducation populaire où la pièce devait être jouée et a demandé aux instances compétentes de ne pas l'autoriser. Ni le préfet ni le directeur de la police n'ont prêté attention à cette demande polie de la jeunesse et justifiée par la population. Au contraire, ils ont utilisé la police de la sublime nation turque pour protéger les militants de gauche, ces ennemis de la religion et de la nation, qui, hier encore, traitaient notre armée et notre police de « fascistes. » (pour le texte intégral, cf. A.N. YÜCEKÖK, *Erzurum, Gerede, Diyarbakır, Elazığ Olayları*, Ankara, Anka Ajansı, 1975, p. 55-57). De nouveaux rapports signalent, deux ans plus tard, une nette perte d'influence du MSP : « À Erzurum, on a l'impression que les organisations de jeunesse d'AP et de MHP travaillent conjointement. Ils distribuent ensemble des tracts. Les jeunes du MSP sont devenus dernièrement leur objectif commun. Ils font tout pour attaquer le MSP à Erzurum. La branche de jeunesse du MHP constitue l'élément dynamique [de cette alliance] » *Seçim Cumhuriyet* 77, *op. cit.*, p. 92.

<sup>90</sup> Cf. notamment les rapports des députés d'AP in N. İLİCAK, *Makaleler II*, 1978, İstanbul, Kervan Yayınları, 1980, pp. 227-229.

<sup>91</sup> Les vagues d'émigration vers la Turquie, qui se sont amplifiées depuis la fin de l'Empire ottoman et qui continuent partiellement aujourd'hui, sont peu étudiées. Pourtant, elles ont donné naissance à des implantations massives de populations originaires des Balkans et d'Asie centrale et ont souvent été à la base de tensions inter-communautaires. Ce phénomène que nous n'observons pas uniquement dans les régions que nous analysons ici, a été également déterminant dans la formation de micro-espaces politiques. Pour une étude déjà ancienne mais très intéressante et rare sur ce sujet, cf. A. LEDER, *Catalysis of Change: Marxist versus Muslim in a Turkish Community*, Austin, University of Texas Press, 1976.

<sup>92</sup> Cf. le reportage de *Hürriyet*, « Doğu Anadolu'da Karışıklık ve Gerçek Yüzü », *Hürriyet 1979 Ansiklopedik Yıllığı*, *op. cit.*, p. 175-182.

population : les Kurdes glissent vers la gauche, alors que les Azéris optent pour la droite. La rue « OTAN » sépare la ville en deux quartiers, kurde et turc. Le maire est de l'extrême-droite.

Cette situation déjà tendue devient explosive avec l'assassinat de l'« idéaliste » Ali Aras le 23 avril 1978. Les « idéalistes » répondent en s'attaquant aux Kurdes, détruisant plus de mille commerces. Le 3 mai, les Kurdes ripostent en saccageant les commerces des Azéris et en tuant l'ancien président des Foyers idéalistes, Rahmi Akbulut. Les troubles se poursuivent sporadiquement, pour aboutir à des affrontements intra-communautaires le 7 août faisant trois morts. Depuis, le consensus est établi au repli de chaque communauté sur ses frontières.

À Kars, les « idéalistes », également azéris pour la plupart, ne contrôlent que deux quartiers. Les autres sont sous la coupe de la gauche, essentiellement kurde. Le rapport d'AP daté du 26.5.1978 définit l'ensemble de Kars, excepté Yeni Mahalle et Cumhuriyet Mahallesi, comme une « zone libérée ». La gauche aurait tenté, le 13 mai 1978, de « libérer » également ces deux quartiers, mais aurait été empêchée par l'intervention des forces de l'ordre. Toujours est-il que la pression s'intensifie au point d'obliger, durant l'hiver 1978, les militants d'extrême-droite à abandonner définitivement la ville, en entraînant également une partie de la population sunnite. Ils n'y retournaient que sporadiquement pour mener des attaques surprises.

À Ardahan, dépendant de Kars, la même situation prévaut. L'« Association des porteurs » (*Hammallar Derneği*), comptant quelque deux ou trois cents ouvriers de gauche, « contrôle, au nom du peuple, chaque institution étatique ou privée qu'elle désire contrôler. À titre d'exemple, elle a confisqué les avoirs d'une banque et a décidé, au nom du peuple, le montant des crédits à accorder à chaque client »<sup>93</sup>.

Par contre, à Erzurum, il est inconcevable que la gauche puisse tenir. L'assassinat, à Kars, d'un homme originaire d'Erzurum (Şefik Akarsu), aboutit à l'attaque des « idéalistes » contre le train provenant de Khorasan, desservant Kars. La riposte à Kars est d'arrêter les voitures que vont sur Erzurum et de les attaquer.

### La région kurde

Attirée naturellement vers le nationalisme kurde, cette région vit dans les années 1975-1980 un double syndrome : le coup d'État de 1971 qui frappe durement les intellectuels nationalistes et de la fin de la révolte de Barzani, longtemps considérée comme assurant l'avenir de l'ensemble des Kurdes. Des dizaines de groupuscules nationalistes voient alors le jour et prônent, du moins verbalement, le passage à la lutte armée.

La région, l'une des plus sous-développées de la Turquie<sup>94</sup>, échappe rapidement au contrôle du pouvoir central. L'extrême-droite y est unanimement considérée comme l'ennemi des Kurdes. À Diyarbakır, par exemple, le 24 juin 1975,

<sup>93</sup> Le rapport des députés d'AP, déjà cité.

<sup>94</sup> A titre d'exemple, en 1983 le taux d'alphabétisation était de 75 % en Turquie, 49 % à Mardin.



les manifestants parviennent à bloquer la route à Türkeş qui est obligé de se réfugier, sous la protection de l'armée, dans l'aéroport de la ville. La région est rapidement contrôlée par les nationalistes. La scène nationaliste kurde inclut une jeunesse impatiente de passer à l'acte pour « briser le colonialisme turc » et prendre le relais de Barzani, mais aussi par des politiciens établis, cadres locaux des grandes formations turques (comme A. Türk, N. Yılmaz, A.M. Firat, etc.). L'État a largement recours aux méthodes policières pour contenir cette effervescence. Ainsi, le vali de Mardin déclare : « j'ai interdit les manifestations folkloriques, car celles-ci servaient d'alibi à la propagande kurdiste, et à montrer des tableaux visant la séparation de l'État. Tout cela est désormais terminé »<sup>95</sup>.

Dans les faits, il n'en est rien. L'armée reste la seule institution intacte de la région. Et presque au moment où le vali de Mardin se félicite de ces interdictions, deux groupes, formés essentiellement de jeunes, le PKK (Parti ouvrier du Kurdistan)<sup>96</sup> et les KUK (Libérateurs nationaux du Kurdistan), émergent sur la scène politique kurde. Tous deux ont recours à la violence pour marquer leur existence et leur territoire. À Urfa, le PKK engage, pour annoncer sa naissance, une lutte meurtrière avec l'une des branches de la tribu Bucak largement sédentarisée<sup>97</sup>. À Mardin, ce sont les Kahraman, une fois de plus une tribu sédentari-

<sup>95</sup> Entretien accordé à Necmi DOĞU, *Unuttuğumuz Doğu*, İstanbul, 1979, pp. 361-363.

<sup>96</sup> L'émergence du PKK change les données de la violence politique en Turquie. Cela ne s'explique pas uniquement par la postérité que ce mouvement a connue ou par ses succès militaires depuis une quinzaine d'années. Le PKK a en effet réalisé le passage du discours sur la « lutte armée », largement répandu dans les rangs de la gauche kurde, à la pratique de la lutte armée. De même, l'organisation a d'emblée pris pour cible les autres organisations kurdes ainsi que plusieurs tribus considérées comme « à la solde » du régime. Ce choix a marqué son action d'un engrenage dans lequel le recrutement et la « fidélisation » des militants pouvaient être assurés. Ainsi, la coïncidence de la naissance et du baptême du feu a permis à l'organisation d'imposer un encadrement et une sacralisation totale du parti et du chef aux militants. Il s'agissait là d'autant d'éléments inconnus dans les mouvements kurdes de Turquie, mais aussi des autres pays du Moyen-Orient.

<sup>97</sup> Dans la province d'Urfa qui fut longtemps épargnée par la violence politique, le nombre d'assassinats monte en flèche avec l'émergence du PKK. Aucun assassinat politique n'est rapporté en 1976. En 1977 le nombre des victimes est de 3, puis 21 en 1978, 46 en 1979 et 158 pour les huit premiers mois de 1980. Parallèlement, la population de la province stagne, voire décline dans certaines villes :

	1975	1980
Population totale		
	597 277	602 736
Chef lieu de dép.	191 700	206 508
Bozova	38 096	36 390
Halfeti	28 673	25 852
Hilvan	26 770	21 564
Siverek	96 095	82 022
Suruç	58 214	50 994
Viranşehir	82306	100 228

(Ces chiffres sont obtenus par le croisement de chronologies parues dans plusieurs annales, notamment de *Cumhuriyet*, et les résultats des recensements publiés par l'Institut des Statistiques du Premier Ministre).

sée, qui sont pris pour cible (en opposition, certains membres de la tribu Türk s'engagent du côté du PKK). À Batman, c'est la tribu dominante, les Raman, qui est attaquée. Les KUK en contrepartie, se resserrent dans la région de Diyarbakır et Mardin, plus particulièrement chez certaines tribus et branches locales de la sphère confrérique. Rapidement, à Batman et à Mardin notamment, ces deux organisations entrent en conflit, explicable par le souci de monopoliser la jeunesse contestataire, et probablement aussi, par des solidarités primaires sur lesquelles nos informations demeurent limitées. Le mouvement devient aussi très vite un « mouvement social » : les « patrons » sont ainsi obligés de quadrupler les salaires de leurs ouvriers, lesquels ouvriers payent, en contrepartie, l'impôt au PKK. Les contrôles d'identité, pour marquer le territoire (de sorte d'exclure les voyageurs turcs, ou les ressortissants d'Elazığ, mais aussi les membres connus de l'organisation adverse) deviennent monnaie courante.

Ces organisations sont plus préoccupées par leur présence militaire sur le terrain que par le jeu électoral dans lequel elles se trouvent pourtant engagées malgré elles. La mairie devient un symbole et le signe de domination monolithique sur la ville. Si à Lice et à Diyarbakır ce sont des candidats nationalistes « modérés » qui gagnent les élections, à Batman, ce sont des candidats de deux organisations qui se livrent à la vendetta. À Mardin, certaines municipalités sont dirigées en collaboration avec le PKK.

#### ANNEXE n° 2:

La croissance démographique dans les principales villes citées dans notre texte :

Ville	pop.1975	pop. 1980	dont le centre	dont le centre
Çorum	518 366	571 831	124 263	161 273
Ordu	608 721	713 535	118 041	169 820
Niğde	408 441	512 071	85 722	140 415
Maraş	528 982	738 032	165 056	281 382
Erzincan	276 122	282 022	78 195	95 222
Elazığ	376 915	440 808	151 555	187 560
Malatya	510 979	606 996	197 647	241 560
Kars	660 018	700 238	153 241	172 119
Erzurum	684 951	801 809	196 821	285 182
Diyarbakır	581 208	778 150	238 208	374 264
Urfa	581 131	602 736	205 524	282 419
Mardin	453 092	564 967	119 982	192 419

#### ANNEXE n° 3:

Le vote du MHP (extrême-droite) dans les principales villes citées dans notre texte :

villes	1969 %	1973 %	1977 %
Niğde	10,2	8,9	13,20
Yozgat			22,9
Çorum	3,9	2,3	12,7
Ordu	5,3	5,1	9,6
Maraş	1,2	5,6	15,5
Erzincan	4,5	3,9	18,8
Elazığ	5,4	4,2	18,7
Malatya	2,7	1,8	9,2
Sivas	—	0,5	4,7
Kars	5,8	2,5	8,3
Erzurum	2,5	3,3	12,8
Diyarbakir	0,8	3	1,1
Urfa	0,5	0,9	6,0
Mardin	0,5	0,1	0,1

À Yozgat, Erzincan et Elazığ, le parti de Türkeş gagne les élections municipales de 1977. À Malatya et à Maraş, ce sont des maires proches du MHP qui sont élus.

Hamit BOZARSLAN, *Le phénomène milicien: une composante de la violence politique en Turquie des années 1970*

Cet article se veut une contribution à l'étude de la violence politique en Turquie des années 1970. Il suggère que derrière ses apparences idéologiques (affrontements entre la gauche et la droite radicales), la violence dans les zones dites sensibles s'articulait avec des dynamiques communautaires pour gagner une nature milicienne. Après avoir passé en revue les protagonistes de cette violence, il la met en relation avec les mutations sociales, économiques et politiques de la Turquie des années 1970. Dans un deuxième temps, il suggère que l'action milicienne a complexifié les rapports entre l'État et la société et a donné naissance aux nouvelles matrices politiques ainsi qu'à une nouvelle fragmentation territoriale. De même, prenant en compte le phénomène générationnel, il insiste sur la construction de pouvoir à l'échelle provinciale. Enfin, il souligne que malgré le coup d'État de 1980 qui marquait la fin de la « période de la terreur », la violence communautaire/milicienne reste un élément du paysage politique en Turquie des décennies 1980 et 1990.

Hamit BOZARSLAN, *The militia phenomenon: an element of the political violence of Turkey of 1970's*

This article is a contribution to the study of the political violence of 1970's in Turkey. It suggests that in spite of an overwhelming ideological appearance (conflict between radical left and right organisations), the violence of the « sensitive zones » of Turkey was closely linked to the communitarian dynamics and had a militia aspect. After having presented the main actors, the article argues that their violence should be understood in relation with social, economical and political changes in Turkey of 1970's. Further on, it explains that the militia action complicated the State-Society relations and gave birth to new political patterns as well as to a new territorial fragmentation. Underlying the importance of conflicts among generations, it also analyses the power-building processes in the provincial level. Finally, it suggests that, in spite of the military coup of 1980 which stopped the « Period of Terror », the communitarian/militia violence remains as a decisive element of Turkey of 1980's and 1990's.